

AFFAIRES

La Presse

La déréglementation de l'électricité en Ontario s'amorce

Page 3

Cascades envisage des acquisitions aux États-Unis

Page 4

TSE 300	S&P / CDNX	S&P / TSE 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
7663,40 80,95 1,1%	1158,45 -4,54 -0,4%	434,04 5,45 1,3%	290,45 2,70 0,9%	1688,23 31,30 1,9%	9946,22 126,35 1,3%	1076,92 11,47 1,1%	308,90 \$US -2,30 -0,7%	27,32 \$US -0,01 -0,0%	63,76 CUS -0,07 70,82 CEURO 0,22

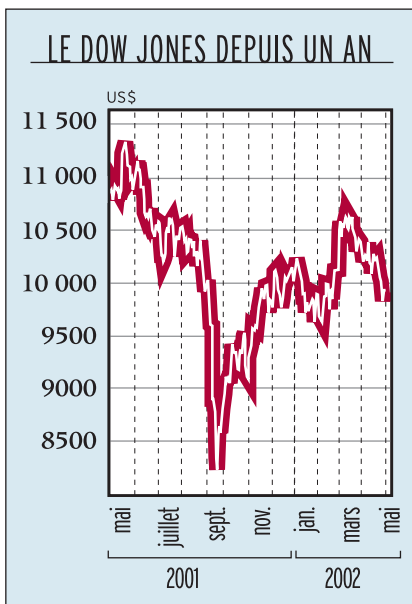
CAHIER D

LA PRESSE

MONTRÉAL

MERCREDI 1^{ER} MAI 2002

BOURSES



Sursaut de dernière heure

MICHÈLE BOISVERT

ON AURAIT DIT que les investisseurs ne voulaient pas qu'avril se termine sur une note négative, histoire peut-être d'amorcer le mois de mai avec un peu plus d'entrain. Le dernier jour d'avril a donc été la scène d'un sursaut de vitalité sur les marchés boursiers nord-américains, tous les principaux indices clôturant largement en territoire positif.

Le bond d'hier est attribuable à la publication de l'indice de confiance des consommateurs américains, qui est suivi de près puisqu'il est un indicateur important des intentions de dépenser des ménages. Et les dépenses de consommation aux États-Unis comptent pour les deux tiers du PIB américain.

Selon le Conference Board, l'indice de confiance des consommateurs se situait à 108,8 en avril, en baisse par rapport aux 110,78 points enregistrés en mars.

Pourquoi s'il y a eu baisse d'un mois à l'autre, les marchés boursiers ont-ils si bien réagi? Tout simplement parce que la baisse d'avril est nettement moins importante que ce qu'avaient prévu les économistes. Donc réaction de soulagement, mais aussi d'espoir que la reprise se maintiendra, puisque les consommateurs seront toujours au rendez-vous.

Ce sursaut a eu l'effet d'un baume sur le moral écorché des investisseurs boursiers qui, en avril, ont eu à subir l'un des pires reculs mensuels des indices nord-américains depuis septembre dernier, aux lendemains des attentats terroristes.

Le S&P 500 a fléchi de 6 % en avril, le Dow Jones de 4,4 %, le NASDAQ a chuté de 8,5 % et le TSE 300 a reculé de 2,4 %.

« Le mois d'avril a été particulier, reconnaît Simon Prévost, économiste en chef chez Valeurs Mobilières Banque Laurentienne, parce que sur le plan strictement économique, il n'y a aucune raison qui explique une telle chute. »

« La mauvaise performance des indices nord-américains est en effet étonnante, a opiné François Dupuis, économiste principal et stratège pour le Mouvement Desjardins, surtout lorsqu'on la compare à la force de l'économie américaine. Le PIB au premier trimestre a bondi de 5,8 %. »

Mais comment expliquer alors cette morosité ambiante? Les explications varient selon les experts consultés.

Pour Simon Prévost, tout est une question de psychologie.

Voir SURSAUT en D2

Abitibi brise la glace

Elle ne versera plus d'honoraires de consultation à son vérificateur comptable

FRANCIS VAILLES

Dans la foulée du scandale Enron, la société Abitibi-Consolidated fait un geste qui donnera vraisemblablement aux investisseurs une confiance absolue dans ses états financiers.

La société papetière de Montréal a décidé de ne plus octroyer de contrats de consultation à son vérificateur comptable, celui qui se porte garant des états financiers aux yeux du public. Il s'agirait d'une première au Canada. La décision a été annoncée à l'assemblée annuelle qui se tenait hier à Montréal.

Plus précisément, d'ici la fin de 2002, Abitibi-Consolidated ne fera affaire avec son vérificateur que pour le processus d'examen des chiffres des états financiers et pour la fiscalité, inhérente à cette vérification. Fini les mandats de consultation en ressources humaines, en informatique, en évaluation ou en actuariat. Le vérificateur ne pourra guère plus offrir ses services juridiques ou de courtage à l'entreprise.

« On donne à notre vérificateur jusqu'à la fin de 2002 (pour se désengager de la consultation), à moins que la firme rende son entité de consultation indépendante », a dit à La Presse Richard Drouin, président du conseil d'administration d'Abitibi-Consolidated. Il donne l'exemple de Ernst & Young, qui a rendu son service de consultation indépendant il y deux ans, en créant Cap Gemini.



LA DOUBLE PERSONNALITÉ DES COMPTABLES

(Honoraires versés aux vérificateurs en 2001)

	Vérification	Consultation
	- millions \$ -	
BCE	10,5	37,2
Banque Royale	9,0	19,8
Banque CIBC	10,9	15,6
NortelNetworks (dollars US)	11,6	15,1
Abitibi-Consolidated	1,6	2,0

Source : La Presse

Richard Drouin, président du conseil, en discussion avec John W. Weaver, président et chef de la direction d'Abitibi-Consolidated.

Photo PIERRE CÔTÉ, La Presse

Depuis quelques mois, certains investisseurs se sont mis à douter de l'exactitude des chiffres présentés dans les états financiers des entreprises, dans la foulée du scandale Enron et de son vérificateur comptable Arthur Andersen. Ils ont fait valoir que le vérificateur qui obtient de son client d'importants contrats autres que ceux de vérification se place en situation de conflit d'intérêts. L'opinion du vérificateur sur les états financiers d'une entreprise, disent-ils, peut être influencée par la crainte de perdre les importants mandats de consultation.

Certains militants ont ainsi exigé que soient divulgués les montants

des contrats de consultation accordés aux vérificateurs; d'autres ont même demandé que les vérificateurs n'obtiennent plus aucun contrat de consultation.

Au Canada, une vingtaine d'entreprises divulguent les montants de consultation qu'elles accordent à leur vérificateur. Par exemple, en 2000, BCE a accordé des mandats de consultation totalisant 24 millions à la firme Deloitte & Touche, trois fois les honoraires qu'a touchés ce cabinet pour vérifier les livres.

Abitibi-Consolidated divulgue cette information depuis deux ans. En 2001, elle a versé des honoraires de 1,6 million à PricewaterhouseCoopers en contrepartie de servi-

ces de vérification, mais 2 millions pour des services autres. En 2000, ces montants étaient respectivement de 1,7 et 2,3 millions.

« Les investisseurs sont extrêmement inquiets et se concentrent uniquement sur le court terme. C'est comme si le marché avait perdu son rôle d'indice précurseur. Plutôt que de nous donner une image de ce que seront les profits des entreprises dans six mois d'ici, le marché est le reflet de l'état de santé actuel des entreprises et la situation est loin d'être rose. »

Voir ABITIBI en D2

La croissance du PIB le confirme: la reprise est bien en selle

JACQUES BENOIT

« LA REPRISE de l'économie se poursuit », écrivait hier Statistique Canada dans le compte rendu de son enquête mensuelle sur le produit intérieur brut (PIB) par industrie, lequel a progressé de 0,5 % en février par rapport à janvier, après une hausse « appréciable » de 0,6 % en janvier.

« Il s'agit des augmentations mensuelles consécutives les plus fortes depuis la fin de 1999 », note l'agence.

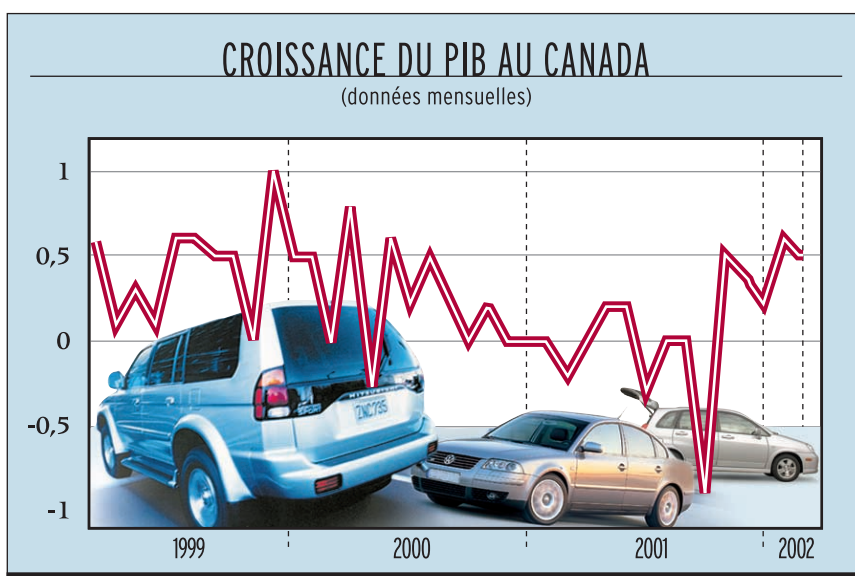
Ce bond en avant, qui a agréablement surpris, est nettement supérieur à ce qu'avaient prévu les milieux économiques, lesquels tablaient sur une croissance de 0,3 %.

« C'est de très bonnes nouvelles, c'est excellent. Il y a beaucoup de stimulus de la part de la construction résidentielle », note Thérèse Laflèche, économiste principale chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

Les activités dans ce secteur ont en effet connu une progression de 0,9 % en février, ce qui est la cinquième hausse mensuelle consécutive pour cette industrie.

C'est « la confiance des consommateurs », attribuable aux faibles taux d'intérêt et à « la forte croissance de l'emploi », qui ont « propulsé les ventes de maisons neuves », signale Statistique Canada.

« La construction résidentielle explose en ce moment, signale de son côté François Dupuis, économiste en chef adjoint du Mouvement Desjardins. Et elle va se



maintenir assez fort. Les taux d'intérêt vont monter, oui, mais ils vont rester relativement bas. Il va y avoir un frein d'ici 12 à 18 mois à peu près, mais on reviendra simplement à un niveau plus normal. »

En d'autres termes, et comme le dit le proverbe, « quand le bâtiment va, tout va ».

C'est précisément ce qu'a observé l'Agence fédérale: tous les secteurs aux liens étroits avec le bâtiment bénéficient de son dynamisme, note-t-elle, ce qui est vrai pour tous les produits concernés: asphalte, produits du bois, verre, gypse, peinture, etc.

La fabrication

Toutefois, la hausse des activités dans ce que Statistique Canada regroupe dans la fabrication (« Des

produits alimentaires, aux meubles, aux véhicules automobiles, etc. », note l'économiste Denis Boudreau de ses bureaux de Montréal) a été encore plus forte, puisqu'elle a atteint 2,3 % en février.

Et, fait à signaler, près du tiers de cette croissance est imputable à l'industrie automobile. « C'est le secteur de la fabrication qui a donné l'élan le plus marqué à l'économie », signale l'agence.

Toutefois, les ventes au détail de véhicules automobiles ont légèrement diminué en février (- 0,7 %), après des ventes records les mois précédents, tout en étant demeurées supérieures de 17 % à ce qu'elles avaient été en février 2001.

En même temps, la fabrication de véhicules automobiles a augmenté de 13,2 %.

Seule ombre au tableau (si ombre il y a), le recul de 0,6 % enregistré par le commerce de détail. « Mais ce n'est pas si grave, indique Thérèse Laflèche, puisque ça suivait plusieurs mois de hausse consécutive. »

Ainsi, et après une baisse en septembre 2001 (-2,3 %) dans le sillage des événements du 11, les ventes de détail ont connu des hausses qui ont joué entre 1,1 % et 2,8 % d'octobre à janvier inclus.

Résultat de tout cela, prévoient les deux économistes, l'économie devrait s'être maintenue sur sa lancée en mars, Thérèse Laflèche prévoyant que la croissance devrait s'élever à 0,3 % ou 0,4 %, alors que François Dupuis estime qu'elle jouera entre « 0,3 % et 0,5 % ».

« Ça va nous donner un premier trimestre très fort, poursuit l'économiste du Mouvement Desjardins. On risque d'avoir une croissance en taux annuel pas loin de 5 %. »

Ce serait ainsi très supérieur à ce que fut la croissance au quatrième trimestre 2001 (+2 %), alors que l'économie avait reculé au troisième trimestre (- 0,6 %).

« On devrait avoir un très bon premier trimestre, note également M^{me} Laflèche, mais ça ne garantit pas que ça sera aussi solide les trois autres trimestres. À mesure que les taux vont augmenter, la consommation va diminuer. »

Mais, ajoute-t-elle, une certaine part d'incertitude persiste sur ce que sera « la vigueur de la reprise », et il serait donc étonnant que la Banque du Canada veuille la freiner par une trop forte hausse des taux.



Jusqu'où nous mènera la passion de l'été?

Notre collection 2002 est là!

Jardin de VILLE
mobiliers d'extérieur

Montréal :
8128, boul. Décarie
Tél. : (514) 342-8128

Blainville :
771, boul. Labelle
Tél. : (450) 435-6046

Fermé le dimanche

À son tour, la TD hausse sa provision pour pertes

Reuters

TORONTO — La Banque Toronto-Dominion a fait savoir hier qu'elle fixait à 400 millions sa provision pour pertes sur prêts au deuxième trimestre en raison de la détérioration de son portefeuille dans le secteur des télécommunications.

La deuxième banque en importance au Canada a indiqué qu'une tranche de quelque 100 millions du total de la provision servirait à couvrir son exposition à la société Têléglobe, fortement endettée.

L'avenir de Têléglobe s'est assombri la semaine dernière lorsque sa maison mère, le conglomérat des communications BCE, a annoncé qu'elle cesserait d'assumer ses besoins financiers à long terme.

La Banque TD devient ainsi la quatrième institution financière à

augmenter sa provision pour pertes sur prêts en raison d'une exposition à Têléglobe.

La TD inscrira par ailleurs une autre provision pour pertes de 60 millions au deuxième trimestre en raison de son exposition à la crise financière qui fait rage actuellement en Argentine, en plus d'effectuer une réduction de valeur de 115 millions sur ses investissements dans le secteur des télécommunications.

En tenant compte des provisions et de la réduction de valeur, la banque s'attend à un bénéfice se situant entre 19 et 24 cents l'action au deuxième trimestre.

La banque prévoit également un bénéfice d'exploitation selon la comptabilité de caisse de 44 à 49 cents l'action, sur une base pleinement diluée.

ÉCONO FLASHES

Marché du gaz | Petro-Canada a peur

PETRO-CANADA craint que le projet du gouvernement américain de subventionner l'exploitation et le transport du gaz naturel de l'Alaska n'ait l'effet de déstabiliser le marché. Le chef de la direction de Petro-Canada, Ron Brenneman, a déclaré à l'issue de l'assemblée annuelle, hier, qu'une telle intervention de la part du gouvernement américain pourrait compromettre le projet de construction d'un pipeline qui transporterait vers le sud le gaz canadien du delta de Mackenzie. Puisque les prix qu'obtiennent les sociétés canadiennes pour leur gaz et leur pétrole dépendent largement du marché américain, l'aide financière du gouvernement des États-Unis pour le gaz l'Alaska aurait un impact considérable pour l'industrie, selon M. Brenneman. Elle affecterait non seulement les projets gaziers de l'Arctique, mais également ceux des Prairies ainsi que les gisements au large de la Nouvelle-Écosse. L'action de Petro-Canada à la Bourse de Toronto a gagné 79 cents, hier, pour clôturer à 42,27 \$.

Produits industriels | Sixième recul de suite

L'INDICE des prix des produits industriels, qui représente les prix des fabricants, a baissé de 1,2 % en mars, comparativement à mars 2001. Il s'agit d'un sixième recul consécutif. Les fabricants ont payé leurs matières brutes 7 % de moins qu'en mars 2001. Une diminution de 10,1 % des prix des combustibles minéraux explique notamment la majeure partie de la diminution de l'indice d'une année à l'autre. D'un mois à l'autre, les prix industriels ont crû de 0,6 % en mars par rapport à février, après avoir progressé de 0,4 % en février par rapport à janvier. Les hausses des prix des produits du pétrole, des produits de bois de construction et des produits métalliques de première transformation ont été les principaux facteurs à l'origine de cette progression d'un mois à l'autre.

Grands magasins | Mince baisse des ventes

Ventes des grands magasins		
PROVINCE	Mars 2002 (millions \$)	Var. ann. (en %)
T.-N. et I.-P.-É.	34,7	11,5
Nouvelle-Écosse	48,3	24,3
Nouveau-Brunswick	34,4	13,3
Québec	275,8	12,9
Ontario	622,3	6,9
Manitoba	59,7	3,8
Saskatchewan	51,9	5,8
Alberta	186,0	8,2
C.-B., Yukon, T. N.-O. et Nunavut	176,5	4,4
Canada	1 489,6	8,4

Source: Statistique Canada

- PC

LES CONSOMMATEURS ont réduit leurs dépenses dans les grands magasins au mois de mars dernier. Le recul a été de 0,4 % par rapport à février. Il s'agit de la deuxième baisse mensuelle d'affilée. Au total, en mars, les ventes se sont chiffrées à 1,74 milliard de dollars, en données désaisonnalisées. Statistique Canada fait remarquer que, malgré les reculs observés en mars et en février, les ventes des grands magasins ont maintenu le mouvement à la hausse amorcé au printemps 2000. Pour l'ensemble du premier trimestre, les ventes des grands magasins ont été supérieures de 4,8 % à celles enregistrées au quatrième trimestre de 2001. Selon l'agence fédérale, il s'agit de la plus importante progression d'un trimestre à l'autre depuis celle de

6,1 % observée au troisième trimestre de 1999. À l'échelon provincial, les ventes de mars ont été en hausse dans toutes les provinces. La Nouvelle-Écosse a enregistré la plus importante progression d'une année à l'autre, soit 24,3 %. Le Nouveau-Brunswick, le Québec et le groupe formé de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard ont suivi, affichant, chacun, des augmentations annuelles d'au moins 10 %. L'Ontario a enregistré une hausse de 8,3 %.

Fusion | Walter Hewlett réserve sa décision

WALTER HEWLETT, principal opposant à la fusion entre Hewlett-Packard et Compaq, a indiqué hier qu'il réservait sa décision de faire appel ou non d'un jugement favorable à la fusion entre les deux groupes informatiques, rendu un peu plus tôt. « Nous sommes déçus, mais nous sommes reconnaissants que la cour ait entendu cette affaire aussi rapidement. Nous allons étudier le jugement rendu par la cour et décider de la suite à donner à cette affaire », écrit Walter Hewlett dans un communiqué. Sa plainte contre la fusion a été rejetée hier par un tribunal de Wilmington, au Delaware. Il a la possibilité d'interjeter appel devant la Cour suprême de cet État.

Bourse de Montréal | Problème technique

LES MARCHÉS de la Bourse de Montréal ont été momentanément perturbés hier à la suite d'un problème technique qui avait forcé l'arrêt temporaire des activités de la Bourse.

BioEnvelop | Gaétan Lussier se joint au conseil

NAGUI NAOUM, président du conseil d'administration de Technologies BioEnvelop, a nommé Gaétan Lussier au poste de directeur de la société. M. Lussier est un ancien cadre de compagnies de transformation alimentaire, ainsi qu'un ancien membre supérieur à la fois au gouvernement du Canada et au gouvernement du Québec. Il posera sa candidature aux élections du conseil d'administration, à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires, à l'automne 2002. BioEnvelop se spécialise dans la recherche, le développement, la fabrication et la mise en marché de pellicules d'enrobage biodégradables et comestibles à base de protéines, afin de les utiliser dans l'industrie agroalimentaire pour la transformation d'aliments frais et congelés.

Nstein | Création de son propre laboratoire

NSTEIN TECHNOLOGIES va créer son propre laboratoire technolinguistique. Ce laboratoire pourra s'appuyer dès le départ sur une équipe de 15 linguistes qualifiés. En plus de mettre sur pied ce laboratoire, Nstein entend accroître de manière significative, ces prochains mois, son équipe de développement technologique en procédant au recrutement de nouveaux employés. Par ailleurs, Nstein met fin à son entente de collaboration avec le Laboratoire technolinguistique de l'Université Laval. La terminaison de cette entente, effective dès maintenant, n'entraîne le paiement d'aucune forme de compensation de la part de Nstein.

Pierre Bellemare

Québec perd 20 millions dans le naufrage de Métaforia

PASCALE BRETON

QUÉBEC — Le gouvernement du Québec a englouti plus de 20 millions de dollars dans Métaforia, qui a finalement coulé après un peu plus d'un an d'exploitation.

Interrogée à ce sujet pendant la période de questions hier, la ministre des Finances, Pauline Marois, a révélé que le gouvernement a investi 23,6 millions pour lancer le centre de divertissement montréalais. La députée libérale de Marguerite-Bourgeoys et critique des Finances, Monique Jérôme-Forget, soutient que les contribuables québécois ont plutôt perdu 28 millions dans cette aventure.

L'entreprise Métaforia s'est placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers en novembre dernier avant de déclarer faillite il y a quelques jours.

« Il y a certains dossiers, qu'il

s'agisse de dossiers étudiés dans le cadre des responsabilités d'Investissement Québec, de la SGF ou d'autres institutions du gouvernement qui sont des dossiers à risque parce qu'ils sont dans des secteurs particulièrement novateurs. Et dans le cas de Métaforia, nous pouvons dire qu'il s'agissait d'un dossier de ce type », a expliqué Mme Marois.

Selon les chiffres dévoilés hier, la Société générale de financement est la grande perdante, elle qui a investi une somme de 12 millions dans Métaforia. S'ajoutent à cela un prêt sans intérêt de 1,6 million consenti par Investissement Québec ainsi qu'un prêt de 5,6 millions de la Caisse centrale Desjardins, garanti par la SGF et Investissement Québec. Comme le projet entrerait dans la catégorie des entreprises novatrices, le gouvernement a également alloué un crédit d'impôt de l'ordre de 5 millions. Les libéraux l'estiment plutôt à 8 millions, d'où le résultat de 28 millions auquel ils arrivent.

Ces sommes ont été investies par

des institutions publiques. La ministre des Finances ne pouvait indiquer hier les montants consentis par le secteur privé.

Les travaux de la commission des Finances publiques chargée de faire l'étude des crédits d'Investissement Québec ont par ailleurs permis d'apprendre que le gouvernement dévoilera d'ici la fin du mois de mai un code d'éthique pour les employés de l'organisme. Ce code sera spécifique au travail des investisseurs et mettra en place certaines balises, notamment lorsqu'il est question de siéger à des conseils d'administration, a expliqué le président d'Investissement Québec, Maurice Prud'Homme. « Nous n'avons jamais eu de problèmes, mais le gouvernement veut s'assurer qu'il n'y en ait pas non plus. C'est la raison pour laquelle nous voulons que les règles soient claires. » Les membres du conseil d'administration d'Investissement Québec sont déjà soumis à leur propre code d'éthique.

ABITIBI

Suite de la page D1

Compte tenu des nouvelles règles, PricewaterhouseCoopers aurait été privée de 700 000 \$ de revenus en 2001. Elle n'aurait pu conseiller Abitibi-Consolidated sur la vente de l'usine Wayagamack, à Trois-Rivières, aurait été privée des revenus de traduction des états financiers, et ne se serait pas vu octroyer le mandat de consultation pour le système informatique de gestion JD Edwards.

Sur les 2 millions d'honoraires de consultation, les 1,3 million qui seraient restés malgré les nouvelles règles touchent la fiscalité, un aspect pour lequel même la sévère Association de protection des épargnants et investisseurs du Québec (APEIQ) donne sa bénédiction.

La nouvelle politique de la papeterie sera plus exigeante que les neuf règles récemment entrées en vigueur de la Securities and Ex-

change Commission (SEC) des États-Unis (l'équivalent de notre commission des valeurs mobilières). Pour une même entreprise, les champs de consultation qu'interdit la SEC au vérificateur touchent notamment le système d'information financière, la vérification interne, la tenue de livres, le recrutement de personnel, l'évaluation de services, le courtage, les services juridiques et le management.

« Nous avons également mis en place des processus internes de surveillance des services non reliés à la vérification exécutés par nos vérificateurs », a dit M. Drouin.

Bien accueillie par la communauté

Cette décision du premier producteur de papier journal au monde a été bien accueillie par la communauté. À l'assemblée annuelle, le conseil d'administration

a même reçu des félicitations de Daniel McCarthy, directeur de la recherche pour le Canada du régime de retraite de la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique. Ce fonds syndical a fait des demandes pour rendre les vérificateurs indépendants auprès de plusieurs grandes entreprises nord-américaines.

« C'est un bon pas dans la bonne direction. C'est déjà beaucoup mieux que les autres entreprises », a dit Jocelyne Pellerin, présidente de l'APEIQ, qui ne connaît pas d'autres cas semblables.

Michel Magnan, titulaire de la chaire de comptabilité de l'Université Concordia, est plus catégorique : « Ces mesures ajoutent sans contredit de la crédibilité aux chiffres d'Abitibi-Consolidated qui seront publiés. À ma connaissance, c'est la première entreprise canadienne à aller aussi loin. »

SURSAUT

Suite de la page D1

La période intense de présentation des résultats du premier trimestre vient en effet de se terminer aux États-Unis et, selon les premières estimations, les profits des entreprises américaines auraient décliné de 6,3 % au cours de cette période, enregistrant un cinquième déclin trimestriel d'affilée. Une si longue séquence ne s'était pas vue depuis 1970.

Pour Marc Lévesque, économiste à la Banque TD, une des raisons qui expliquent le recul d'avril, c'est que le marché boursier est loin d'être bon marché.

Une analyse que partage Jean-Paul Giacometti, vice-président chez Claret, un gestionnaire de portefeuille de Montréal : « Il n'y a que très peu d'occasions d'achats actuellement, et ce surtout dans le secteur des grandes capitalisations. Le ratio cours-bénéfice moyen des 100 plus grandes capitalisations du NASDAQ est de 64 et celui du S&P de 24. »

« Je crois que les marchés bour-

siers se redresseront seulement lorsque les investisseurs seront convaincus que la croissance des profits est bel et bien amorcée, déclare Marc Lévesque. Il faudra faire preuve de patience. »

François Dupuis ne partage pas totalement l'avis de ses collègues de la TD et de chez Claret : « Oui, c'est vrai que les marchés boursiers sont actuellement chers, mais c'est parce que les profits des entreprises sont complètement déprimés. Dès que les profits reprendront sérieusement, ce qui ne devrait pas tarder, les ratios se réajusteront en fonction de ces nouvelles perspectives de profits. À ce moment, le marché nous semblera plus abordable et les indices reprendront le chemin de la hausse. »

Pour que les indices majeurs n'affichent pas une troisième année consécutive de rendements négatifs, il faudra que la reprise des marchés s'amorce rapidement, parce qu'à la suite de la contre-performance d'avril, tous les principaux indices nord-américains sont

actuellement dans le rouge depuis le début de l'année.

C'est le NASDAQ qui affiche la pire performance avec une dégringolade de 13,4 % ; le S&P 500 suit avec un recul de 6 %, le Dow Jones est en baisse de 0,75 % et le TSE 300 fléchit de 0,3 %.

AFFAIRES
700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

VOTRE CRÉDIT est bon! Vous voulez investir dans l'immobilier avec peu/pas de comptant? Nous avons ce qu'il vous faut. Inf. M. Gérard, 514-952-3072, 10-17h lun. au ven.

715 SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

\$ ARGENT \$- REER-Séparation, divorce, ex-fonds de pensions. Tirez le max. de vos placements sans les sortir en financement, moi seul peut aider. 418-696-1223, 1-866-696-1223

A-1 RÉPARATION DE CRÉDIT
Nous réparons les rapports de crédits.
100% de garantie. 1-877-319-7459 ext. 37

ASSOCIATION MARKETING DE MONTRÉAL

NEWAD AMERICAN MARKETING ASSOCIATION

La soirée Gala Personnalité Marketing...

Imaginez une année.

Le boulot

1 1/2 once d'ingéniosité

1/2 once d'audace

1/2 once de persévérance

1/2 c. à thé de folie

Bien travailler le mélange et agrémenter au goût

Prix Hommage, Normand Legault, Président du Grand Prix F1 du Canada

Gagnez un voyage pour 2 personnes dans un Club Med

7 mai 2002 au Club Med World **RÉSERVATIONS: (514) 499-1391**

Commanditaires :

Les Ontariens ont le choix pour leur électricité

La déréglementation entre en vigueur malgré les hausses de tarifs prévues

MARTYNE COUTURE
À TORONTO

L'Ontario entre aujourd'hui dans une nouvelle ère, alors que son marché de l'électricité évalué à 10 milliards de dollars est maintenant déréglementé à l'instar de celui de l'Alberta.

Les quatre millions de clients résidentiels, commerciaux et industriels de la province ont maintenant le choix de signer un contrat avec l'un des nouveaux détaillants, à un coût fixe pour une durée déterminée, ou encore de garder leur fournisseur de service public actuel.

Environ 22 % des clients, soit 858 000, ont signé un contrat à long terme, selon la Commission de l'énergie de l'Ontario. Près de 90 % d'entre eux sont des clients résidentiels.

La déréglementation ne touche pas la privatisation du transporteur d'électricité Hydro One, projet retardé le 19 avril dernier par un tribunal ontarien qui jugeait que le gouvernement provincial n'avait pas le pouvoir de vendre sa participation. Le gouvernement a indiqué son intention d'aller de l'avant tout de même, une fois la Loi sur l'électricité modifiée.

Les détracteurs de la déréglementation craignent une augmentation des tarifs d'électricité en Ontario. Energy Probe, qui estime

Les cinq entités créées lors du démantèlement d'Hydro Ontario

- > Hydro One, distributeur
- > Ontario Power Generation, producteur
- > Independent Electricity Market Operator (IMO), réglemente les transactions de vente et d'achat d'électricité en gros
- > Ontario Electrical Financial Corporation, détient la dette d'Hydro Ontario
- > Electrical Safety Authority

qu'une restructuration d'Hydro Ontario s'imposait, prévoit que l'ensemble des changements apportés au système depuis 1999 entraîneront une augmentation totale de 20 % des prix pour les consommateurs.

Par contre, les clients ayant signé un contrat avec un détaillant risquent d'économiser davantage. Le coût actuel de l'électricité est de 4,3 cents le kilowattheure (kWh). Des centaines de milliers de clients de Direct Energy, l'un des nouveaux détaillants, ont signé un contrat à un coût de 5,9 cents le kWh pour cinq ans. Ce qui fait dire à Energy Probe que certains clients verront leur facture totale augmenter de 30 à 35 % : « Ils auront toute une surprise », affirme son porte-parole, Tom Adams.

La Commission de l'énergie de l'Ontario a reçu des milliers de plaintes au cours des derniers mois, dénonçant les tactiques de vente de certains détaillants. Deux d'entre eux viennent d'ailleurs de se voir

imposer des amendes d'un total de 56 500 \$ pour avoir notamment exercé une pression induite sur les consommateurs afin de les inciter à signer un contrat. Dans d'autres cas, certains clients ont signé un contrat avec plus d'un détaillant.

Des agents d'escouades contre la fraude provenant de sept corps policiers ont même tenu une rencontre avec la Commission de l'énergie pour discuter des moyens d'éliminer la pratique de fausse représentation exercée par les vendeurs qui font du porte à porte.

Des pannes ?

Mise à part l'augmentation des tarifs, les opposants à la déréglementation craignent également les pannes de courant, comme en Californie. Des interruptions de service pourraient être provoquées par le marché de l'offre et de la demande, régit par l'Independent Electricity Market Operator (IMO).

Cet organisme, créé lors de la scission d'Hydro Ontario, est res-

pensible des transactions d'achat et de vente entre les 240 producteurs et acheteurs d'électricité présentement inscrits. Par exemple, Ontario Power Generation, qui fournit en ce moment 72 % de l'électricité dans la province, offrira son électricité à un certain prix aux acheteurs tels que les sociétés locales de services publics.

Mais selon un récent rapport de la Banque Toronto-Dominion (TD), les économistes doutent de la promesse du gouvernement voulant que l'Ontario soit en mesure de suffire à la demande d'électricité, en particulier durant les périodes de grande consommation. Selon la banque, « il y aura certaines périodes où les réserves (...) ne seront pas au niveau désiré ».

De plus, le rapport prévoit une augmentation des coûts de l'électricité de l'ordre de 5 à 15 %.

Les économistes de la TD prévoient tout de même que la restructuration pourrait bien avoir pour résultat final un « système d'électricité plus efficace, qui ouvre la porte à des prix plus bas à long terme ».

La déréglementation et la privatisation du système d'électricité de l'Ontario s'avèrent être les premiers grands défis du nouveau premier ministre, Ernie Eves, qui a remplacé Mike Harris le mois dernier.

L'ancien ministre ontarien des Finances fait d'ailleurs l'objet de nombreuses critiques durant sa campagne pour remporter l'élection partielle dans la circonscription de Dufferin-Peel-Wellington-Grey, au

nord-ouest de Toronto, qui aura lieu demain. Au cours d'un débat des candidats à Orangeville la semaine dernière, certains spectateurs s'en sont pris à Ernie Eves en l'accusant d'être un menteur.

Recours juridiques ?

Le nouveau ministre ontarien de l'Énergie, Chris Stockwell, a pour sa part affirmé la semaine dernière que la déréglementation occasionnera « des pépins, il ne faut pas se le cacher ». Mais il a promis que les consommateurs ne feraient pas face à des augmentations « astronomiques ».

Le Parti libéral de l'Ontario, qui représente l'opposition officielle à Queen's Park, appuie la déréglementation du marché de l'électricité, tout en s'opposant à la privatisation d'Hydro One.

Les néo-démocrates, eux, comptent sur la lutte contre la privatisation pour mettre un terme par la suite à la déréglementation. « Nous savons que si nous pouvons freiner la privatisation, nous pourrions alors certainement annuler l'impact négatif qu'aura la déréglementation », a déclaré le chef Howard Hampton en entrevue.

Quant à l'Ontario Electricity Coalition, qui a tenu des réunions partout dans la province pour susciter un mouvement d'opposition aux projets du gouvernement, son président compte poursuivre la lutte contre la déréglementation. « Nous avons toujours des recours juridiques à notre disposition », affirme son président, Paul Kahnert. Une annonce en ce sens pourrait être faite dès ce matin.

Plusieurs centaines de millions découleront de l'appel d'offres d'Hydro-Québec

HÉLÈNE BARIL

LES PRODUCTEURS qui répondront au premier appel d'offres de l'histoire d'Hydro-Québec pour la fourniture de 1200 mégawatts d'énergie ferme jonglent actuellement avec les centaines de millions de dollars qu'ils devront investir dans de nouvelles installations de production d'électricité.

Le fabricant Papiers Stadacona, la Ville de Québec et un troisième partenaire étudient actuellement un projet de production d'énergie à partir de la vapeur produite par l'incinérateur municipal et la biomasse générée par la papeterie. Le coût ? Au minimum 50 millions de dollars, pour produire 15 mégawatts d'énergie, explique André Sarasin, le président de Papiers Stadacona. Avec un peu plus d'argent, il serait possible d'augmenter la puissance du projet à 100 mégawatts.

Comme il s'agit d'un projet complexe, qui implique plusieurs partenaires et plusieurs sources d'énergie, André Sarasin craint que le temps manque pour réussir à ficeler la proposition. Selon lui, avec les délais qui ont été fixés, Hydro risque de se retrouver avec seulement les projets les plus rapides à planifier, comme les turbines à gaz, et les moins intéressants sur le plan de l'environnement.

C'était hier le dernier jour alloué aux producteurs pour manifester leur intérêt à répondre à l'appel d'offres d'Hydro. Ils ont ensuite jusqu'au 13 juin pour déposer une proposition en bonne et due forme. Même si le président de Papiers Stadacona n'est pas le seul à trouver les délais serrés, Hydro n'a pas l'intention de prolonger la période allouée à la préparation des soumissions. « L'échéance du 13 juin est maintenue, a fait savoir hier le porte-parole, Marc-Brian Chamberland. La réponse du milieu est bonne et on est satisfait de l'intérêt. »

Hydro-Québec ne dévoilera pas le nombre de propositions d'intérêt qu'elle a reçues jusqu'à hier, pour ne pas fausser le processus. S'il n'y avait que quelques intéressés, ça pourrait avoir comme conséquence d'augmenter le prix proposé. Par contre, s'il y en a beaucoup, ça pourrait décourager les plus petits producteurs à présenter leur soumission, a expliqué le porte-parole.

Sucre Lantic

À Montréal, la raffinerie Sucre Lantic regarde également la possibilité de répondre à l'appel d'offres d'Hydro. Selon le vice-président, Daniel Lafrance, l'entreprise songe à ajouter une turbine à ses installations de production de vapeur, pour en tirer de l'électricité qui serait vendue à Hydro. Le projet exigerait « un investissement considérable », a indiqué M. Lafrance, mais il permettrait à la raffinerie de réduire sa facture énergétique.

À l'instar d'Abitibi-Consolidated, qui a l'intention de proposer une demi-douzaine de projets de production d'électricité à Hydro-Québec, Dornier travaille à trois projets qui pourraient faire l'objet d'une soumission, a fait savoir hier le porte-parole de l'entreprise, Richard Décarie.

Hydro-Québec veut acheter au meilleur prix possible 1200 mégawatts d'énergie ferme, disponible à partir de 2006.

Hier, la société d'État a lancé un deuxième appel d'offres pour acheter de l'énergie produite par des petites centrales hydroélectriques de 50 mégawatts et moins. Quatorze emplacements potentiels pouvant produire jusqu'à 69 mégawatts ont été identifiés par le gouvernement québécois.

Les promoteurs intéressés à développer ces lieux ont jusqu'au 30 septembre pour répondre à l'appel d'offres. Les projets retenus seront connus le 29 novembre.

GM actionnaire majoritaire de Daewoo

Associated Press

SEOUL — General Motors (GM) vient de se doter d'une tête de pont sur les prometteurs marchés asiatiques en devenant actionnaire majoritaire du constructeur automobile coréen Daewoo Motor. L'accord, qui met un terme à sept mois de difficiles négociations, a été signé hier. GM investira 400 millions de dollars américains en échange de 67 % des actions.

Spectra Premium obtient un contrat de GM

STÉPHANIE GRAMMOND

INDUSTRIES SPECTRA Premium, fabricant de pièces d'automobiles de Boucherville, a décroché un contrat de fabrication de réservoirs à essence de General Motors (GM). Il s'agit d'une percée dans le marché des pièces pour les véhicules neufs, puisque Spectra Premium se spécialisait jusqu'à maintenant dans les pièces de rechange pour le marché secondaire des automobiles et des camions légers.

Spectra Premium a décroché ce contrat en partenariat avec Kautex Textron, une division de la multinationale Textron Automotive. Les réservoirs à essence en acier sont destinés à la plate-forme W-CAR de l'année 2005, pour le marché californien.

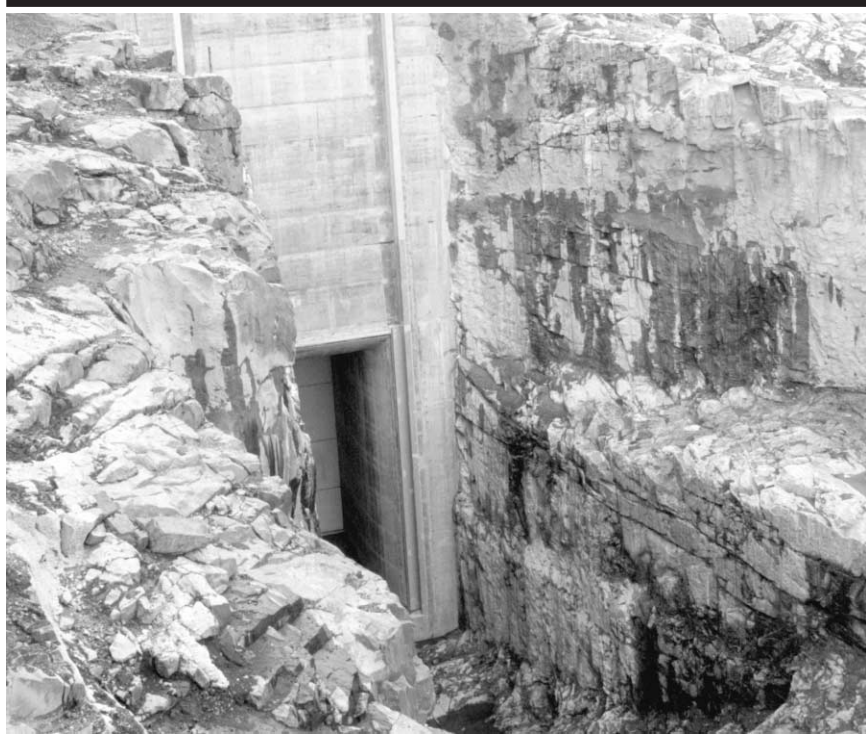
Le volume de production a été fixé à 50 000 unités par année, pendant trois ans, et les premières livraisons devraient commencer en juin 2004. Le nouveau contrat ajoutera environ 5 millions de dollars au chiffre d'affaires de Spectra Premium. Le chiffre d'affaires total de la société a atteint 234 millions au cours de son dernier exercice (terminé le 31 janvier dernier).

Le contrat marque un pas avant pour Spectra Premium. « Le premier contrat de la part d'un fabricant de pièce d'origine est toujours le plus difficile à obtenir », a expliqué Jacques Mombleau, vice-président à la direction de Spectra Premium.

« Ce n'est qu'un début ! Le contrat nous ouvre la porte de GM. Et il sera plus facile maintenant de convaincre Ford ou Chrysler, par exemple », a ajouté le chef de la direction financière de Spectra Premium, Denis Poirier. Celui-ci estime que la fabrication de pièces destinées aux véhicules neufs pourrait représenter de 20 à 40 % des ventes totales de Spectra Premium d'ici trois à cinq ans.

À plus court terme, le contrat permettra d'augmenter d'environ 7 % l'utilisation de la capacité de production de l'usine de réservoirs à essence de Boucherville qui est de seulement 50 %.

L'action de Spectra Premium a terminé la journée à 4,75 \$, en hausse de 24 cents. Rappelons que l'action a été inscrite à la Bourse à 10 \$ à la fin de 1997. Après avoir dépassé le cap des 20 \$, le titre a ensuite reculé à presque de 2 \$, à cause d'une chute de rentabilité de l'entreprise. Mais à son dernier exercice, Spectra Premium a réussi à redresser son bénéfice net à 4,9 millions (ou 16 cents par action), par rapport à 250 000 \$ l'année précédente (1 cent par action).



Photothèque La Presse ©

Plus tôt que prévu

Hydro-Québec a avancé le début des déversements à sa centrale SM3, sur la rivière Sainte-Marguerite, ce qui laisse présager des pertes financières liées au retard de la mise en production de la centrale plus importantes que prévu. Les chutes de neige ont été plus importantes que prévu. La mise en service de la centrale située à 90 km au nord de Sept-Îles devrait être en février 2003.

MARCHÉ MULTIMÉDIA DES AMÉRIQUES		
	Conférence de M. Hervé Fischer, président de la FIAM,	
	Hôtel Omni Montréal, 1050, rue Sherbrooke Ouest de 11 h 30 à 14 h le mardi 7 mai 2002	
	Conseil québécois pour l'Amérique latine	
	Pour réservations : tél. : (514) 987-0390 fax : (514) 987-0411 Internet : www.mmamericas.com Courriel : administra@mmamericas.com	

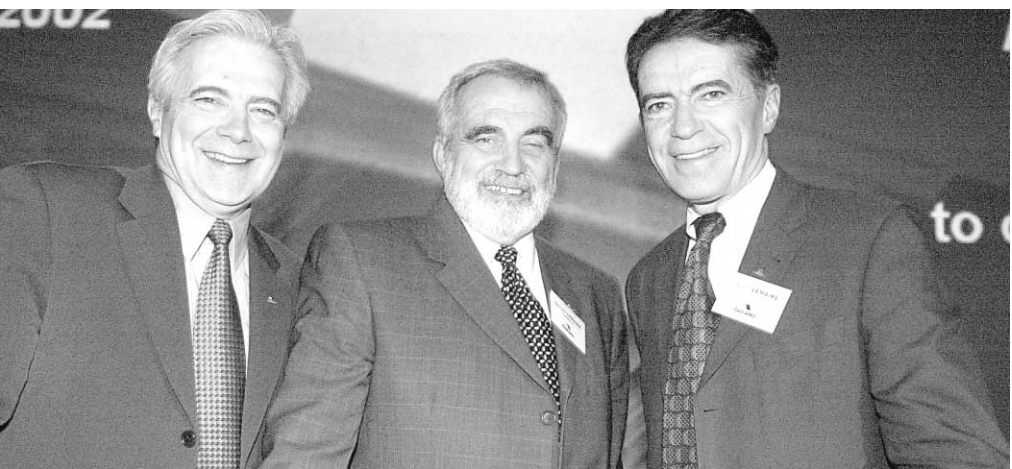


PARIS		LONDON
DORMEUIL Since 1842 Collection Prêt-à-Porter		
La plus grande sélection à Montréal		
COMPLETS - VESTONS SPORT CHEMISES HABILLÉES ET SPORT PANTALONS - CRAVATES BOUTONS DE MANCHETTE		
OGILVY monsieur		
REZ-DE-CHAUSSÉE 1307, RUE STE-CATHERINE OUEST ET DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL TÉL.: (514) 845-4742		

Cascades envisage des acquisitions « dans les 100 millions » aux États-Unis

RICHARD DUPAUL

Après une année « mémorable » en 2001 suivie d'un premier trimestre de 2002 tout aussi marquant, la société Cascades se sent d'attaque pour réaliser d'autres acquisitions cette année, prioritairement dans le secteur prometteur des tissus aux États-Unis, a déclaré hier son président et chef de la direction, Laurent Lemaire.



Alain, Bernard et Laurent Lemaire, les trois frères à la tête de Cascades.

S'adressant aux médias en marge de l'assemblée annuelle, M. Lemaire a indiqué que Cascades envisage actuellement au moins une importante transaction, « de l'ordre de 100 millions », dans ce secteur. Or, après consultation avec le responsable des finances de la société, il a aussi laissé entendre que Cascades pouvait aisément déboursier « de 200 à 300 millions » sans hausser indûment son niveau d'endettement.

Selon M. Lemaire, Cascades est le deuxième acteur en importance au Canada dans le secteur des papiers tissés, qui lui procure des revenus de 650 millions, et la société prévoit devenir le numéro quatre sur le marché américain. « On veut être plus présents dans le secteur des papiers tissés pour répondre à la demande croissante », a-t-il souligné.

Entouré de ses deux frères, Bernard et Alain, respectivement président du conseil et vice-président à la direction, Laurent Lemaire a rappelé que Cascades vient tout juste de franchir un pas dans cette direction avec l'annonce, vendredi dernier, d'une nouvelle transaction aux États-Unis. La société de Kingsey Falls a acquis 33 lignes de conversion de papiers tissés d'American Tissue, une société sous la protection de la loi de la faillite, en plus de conclure des ententes pour l'achat d'une usine de ce même groupe, de deux sites de conversion et d'une unité de fabrication. Le tout pour une somme de quelque 90 millions US.

Cela dit, les Lemaire n'excluent pas des transactions dans les deux autres segments du groupe : les produits d'emballage et les papiers fins.

Les trois célèbres frères, qui ont fondé Cascades il y a 38 ans, étaient de toute évidence de bonne humeur hier, après avoir rappelé aux actionnaires que « leur bébé » avait inscrit un profit de 120 millions (1,47 \$ par action) en 2001 — le meilleur résultat de l'histoire de la compagnie — grâce à une philosophie basée sur la gestion serrée des coûts et une politique d'acquisition et de redressement d'entreprises.

Cette même philosophie a permis à Cascades d'annoncer d'autres solides résultats au premier trimestre de 2002, malgré les conditions difficiles dans l'industrie. La compagnie a inscrit un profit net de 55 millions (67 cents par action), comparativement à un bénéfice net redressé de 9 millions (11 cents par action) au premier trimestre de 2001.

Exclusion faite des éléments inhabituels, le bénéfice net s'établit à 36 millions (44 cents par action), comparativement à un profit nul en 2001. Ces résultats surpassent les prévisions des experts, qui tablaient sur un profit de 40 cents par action. Les ventes nettes ont tota-

lisé 801 millions, en hausse de 9,3 % par rapport à 733 millions durant la même période l'an dernier. Au cours du trimestre, Cascades a réalisé un gain inhabituel de 19 millions provenant principalement de sa quote-part sur le gain net réalisé par la filiale énergétique Boralex à la suite de la disposition de certains éléments d'actif.

Cette performance n'est pas passée inaperçue à la Bourse de Toronto, où l'action de Cascades a touché un nouveau sommet annuel de 15,40 \$, avant que les prises de profits ne ramènent le titre à 14,89 \$ en fin de séance, en hausse néanmoins de 18 cents par rapport à la veille.

Stimulée par ces résultats, la direction de la société a aussi annoncé un premier dividende trimestriel de 4 cents l'action (ou 16 cents annuellement), qui se compare au dividende annuel de 12 cents l'action versé l'an passé.

Les prochains trimestres pourraient être éprouvants tout de même, en raison de la pression à la hausse sur les coûts de l'énergie et de certains grades de vieux papiers que Cascades recycle. « Toutefois, Cascades est très bien diversifiée et bénéficie d'un excellent levier sur le prix de ses produits finis, lesquels tendent à suivre les coûts de la fibre recyclée », a dit Laurent Lemaire.

Bombardier est convoquée par la CVMQ

RÉJEAN BOURDEAU

APRÈS AIR CANADA, c'est au tour de Bombardier de passer au confessionnal de la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ) au sujet d'allégations selon lesquelles elle aurait enfreint des règles liées à la divulgation de l'information.

À la mi-octobre, Bombardier a informé une trentaine d'analystes financiers d'un changement à la direction de la division aéronautique avant de rendre la nouvelle publique, soutient l'organisme de réglementation. Durant ce temps, rappelons que l'action de l'avionneur avait perdu plus de 7 % de sa valeur.

« Bombardier a dérogé à sa politique interne sur la divulgation d'information et a agi d'une façon contraire à l'intérêt public en ne publiant pas dès le 16 octobre 2001 un communiqué de presse annonçant le départ de Michael Graff et la nomination de Pierre Beaudoin à titre de président de Bombardier Aéronautique », a souligné la CVMQ hier.

L'audience se tiendra aux bureaux de la CVMQ lundi prochain. Elle aura pour objet d'entériner une entente intervenue entre Bombardier et le directeur de la conformité et de l'application de la CVMQ ou de prendre des sanctions contre la société.



Pierre Beaudoin

Informations privilégiées

Un document présenté hier par l'organisme de réglementation rappelle les faits. Dans la matinée du 15 octobre 2001, Michael Graff a convenu avec le chef de la direction de Bombardier, Robert Brown, qu'il quittait ses fonctions le lendemain. En fin de journée, vers 17 h, M. Graff a informé les membres du comité de Bombardier Aéronautique de son départ.

Le lendemain matin, 16 octobre, à 8 h 55, un courrier électronique de M. Brown a été transmis à la haute direction de Bombardier Aéronautique pour les informer du départ de M. Graff et de la nomination de Pierre Beaudoin. Quatre minutes plus tard, la note de service a également été envoyée aux employés du siège social de Bombardier et aux dirigeants des autres groupes d'exploitation.

Le même jour, à 18 h 35, la nouvelle a été publiée sur le site Internet de Air Transport Intelligence, spécialiste de l'industrie aéronautique.

Le lendemain matin, le 17 octobre, à 8 h 11 et à 8 h 20, le vice-président, relations avec les investisseurs, confirme la nouvelle du site Internet à deux analystes.

À 8 h 59, Bombardier transmet l'information à 31 analystes et investisseurs institutionnels. Dans l'après-midi, à 14 h 15 et à 14 h 17, des communiqués de presse en français et en anglais sont publiés pour annoncer le départ de Michael Graff et la nomination de Pierre Beaudoin.

Fluctuations du titre

La CVMQ n'a pas rappelé que l'action avait perdu jusqu'à 7,5 % de sa valeur pendant la journée. « Notre enquête n'a pas démontré qu'il y avait un lien direct entre cette annonce et la fluctuation du titre », a indiqué Patrice Bourgouin, son porte-parole.

Il a ajouté que plusieurs événements survenus durant cette période peuvent avoir influencé le cours de l'action. Parmi eux, il a souligné les difficultés de United Airlines, un client de Bombardier, de même que l'imminence de la décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le différend avec son concurrent Embraer.

La preuve semble avoir été plus facile à faire dans le cas d'Air Canada. Le transporteur a versé une amende de 1,08 million de dollars en juillet dernier pour avoir communiqué à 13 analystes financiers, en fin de journée, des renseignements privilégiés sur ses résultats sans avoir diffusé cette information au public. Le lendemain, le titre d'Air Canada avait perdu 12 %.

Trois nouvelles usines aux États-Unis pour Canam Manac

MARIE TISON
Presse Canadienne

BIEN QUE CANAM MANAC s'attende à une année difficile en 2002, elle planifie quand même l'implantation de trois nouvelles usines de poutrelles et de tabliers métalliques aux États-Unis au cours des 30 prochains mois.

« Nous voulons faire nos projets de construction dans le bas du cycle : ça coûte moins cher et nous serons prêts pour le haut du cycle », a déclaré le président du conseil et chef de la direction de Canam Manac, Marcel Dutil, en entrevue téléphonique hier, après l'assemblée annuelle des actionnaires de la société, à Saint-George.

M. Dutil a dit s'attendre à un cycle à la hausse à partir de 2003.

Canam, la division de Canam Manac spécialisée dans les composantes métalliques, mettra une première usine en chantier dans le sud de la Californie cette année. Cette usine aura une capacité de production de 65 000 tonnes de poutrelles et de 35 000 tonnes de tablier métallique.

Une usine de poutrelles d'une capacité de 35 000 tonnes sera mise en chantier

dans le Midwest en 2003, alors qu'une autre usine de même capacité sera mise en chantier au Texas en 2004.

« Dans notre stratégie, nous regardons des régions où il y a une population de 60 millions d'habitants dans un rayon de 150 milles, a indiqué M. Dutil. Il restait trois endroits aux États-Unis où il y avait de tels endroits et où nous étions absents. »

Canam Manac déménagera également l'usine de Lafayette, en Indiana, actuellement située en pleine ville. « Quand nous l'avions achetée, il y a 10 ans, elle faisait de 9000 à 10 000 tonnes par année, a déclaré M. Dutil. Nous sommes rendus à 35 000 tonnes, et ça déborde de partout. »

Ces projets nécessiteront des investissements de 60 millions de dollars et permettront d'ajouter 200 millions au chiffre d'affaires.

Bien que l'année 2002 s'annonce difficile, M. Dutil prévoit un exercice rentable. « Nous venons de terminer le premier trimestre alors que les prix ont été très bas et que la demande inférieure de 25 %, a-t-il déclaré. Malgré tout, si ce n'avait été de la France, nous aurions été à profit. »

Le premier trimestre de 2002 a donné lieu à une perte nette de 1,6 million, ou 5

cents par action. Les activités françaises à elles seules ont représenté une perte de 2,3 millions. « Notre passage en France nous a coûté très cher, a d'ailleurs lancé M. Dutil au cours de l'assemblée annuelle, retransmise sur Internet. Ce genre d'aventure ne se répétera pas. »

Le premier trimestre de 2001 avait permis à Canam Manac d'enregistrer un bénéfice net de 7,4 millions et des ventes de 250 millions. Le premier trimestre de 2002 a donné lieu à des ventes de 225 millions.

M. Dutil a également affirmé hier que Manac, la division de Canam Manac spécialisée dans les semi-remorques, reprenait du poil de la bête.

Au cours de l'assemblée, M. Dutil a indiqué qu'il entendait ralentir le rythme, tout en demeurant président du conseil et chef de la direction. Lorsqu'il sera absent, son fils, Marc Dutil, nouvellement nommé vice-président à la direction, fera l'intérim.

En entrevue, Marcel Dutil a fait savoir qu'il ne fallait pas voir là de favoritisme. « Dans l'ensemble de l'entreprise, c'est le gars qui a la meilleure vision et qui a le potentiel de prendre la relève, a-t-il déclaré. Il est probablement meilleur que le bonhomme. »



À seulement 639 \$ par mois, s'agit-il encore d'une voiture de rêve ?

► LA CLASSE E. À PARTIR DE 68 350 \$*

Ce qui suit risque de briser certains rêves de longue date, mais permettra aussi à tant d'autres de devenir réalité. Sachez que la Mercedes-Benz la plus prisée au monde, la Berline E320, est aussi indissociable du terme « valeur

hors pair » que du mot « automobile ».

► En effet, une analyse exhaustive des coûts de possession (financement, entretien, dépréciation et autres) de 800 véhicules a été effectuée en 2001 par IntelliChoice®, et c'est la E320 qui a été nommée « Meilleure valeur automobile

hors tout de plus de 22 500 \$ (US) ». En d'autres termes, il revient moins cher d'acheter et de faire entretenir la E320 que d'autres voitures de prix semblable.

► À un excellent rapport prix/valeur s'ajoute un taux de location qui rend la E320 plus irrésistible que jamais. Alors

si vous avez toujours rêvé de posséder la voiture la plus attrayante, la plus sécuritaire, la plus confortable, la plus luxueuse et la plus dispendieuse qui soit... eh bien, 4 sur 5, c'est un score tout à fait honorable ! Pour connaître l'adresse du concessionnaire le plus

proche, composez le 1 800 387-0100 ou rendez-vous à www.mercedes-benz.ca.



Entrez dans l'univers Mercedes-Benz avec les articles griffés du catalogue *La Collection* en visitant www.mercedes-benz.ca

Offre de durée limitée, sur approbation de Mercedes-Benz Crédit Canada Inc. Chiffres basés sur un bail de 24 mois de 36 000 km pour une Berline E320 2002 avec valeur de reprise fixe, taux d'intérêt annuel de 4,3 % et coût d'acquisition de 68 350 \$, frais de transport et de préparation non compris. À la signature du bail, le client s'engage à verser : un acompte de 10 350 \$ (ou reprise équivalente), la première mensualité de 639 \$, un dépôt de garantie remboursable correspondant à environ un mois de location, les frais de transport et de préparation, les taxes en vigueur, et les frais d'immatriculation. Le client accepte de faire 24 versements égaux de 639 \$, représentant un total de 15 336 \$ plus les frais d'enregistrement et les taxes en vigueur. Les frais de assurance, d'entretien et de réparation sont à la charge du client. (Pour le Québec, voir en page 2 du contrat de bail pour plus de détails sur les termes et conditions.) Si le client décide de ne pas acheter le véhicule en fin de bail, il s'engage à rendre ledit véhicule au concessionnaire et est responsable pour tout kilométrage au-delà de 36 000 km au coût de 20 ¢ le km, ainsi que, le cas échéant, pour tout excès d'usure et d'utilisation. (Pour le Québec, voir en page 2 du contrat de bail pour plus de détails sur les degrés d'utilisation courants et les coûts entraînés au-delà de la normale.) Le client a l'option d'acheter le véhicule en fin de bail pour le somme de 47 161,50 \$, plus les frais et les taxes en vigueur, sauf au Manitoba où l'option d'achat n'est pas possible. Les accessoires en option sont en sus. Le concessionnaire peut offrir un prix de location moindre. Détails auprès du concessionnaire. *Évaluation de la E320 2001 par l'IntelliChoice Complete Car Cost Guide. *P.D.S.F. de la Berline E320 2002. © Mercedes-Benz Canada Inc., 2002, Toronto, Ont. Mercedes-Benz — une marque de DaimlerChrysler

SOPHIE COUSINEAU > LE MONDE DES AFFAIRES

scousine@lapresse.ca

Les revenants de Cinar

Si on avait besoin de prouver une nouvelle fois que les actions avec droit de vote multiple peuvent conduire à des aberrations, la réunion des actionnaires de Cinar tenue avant hier est un cas d'espèce.

À sa première assemblée en trois ans, Cinar réservait un enième coup de théâtre à ses actionnaires qui ne rêvaient que d'une réunion ronflante après des années de tumulte. Il s'agit bien sûr de l'élection surprise des neuf administrateurs que Robert Després, le nouveau fiduciaire des fondateurs de Cinar, Micheline Charest et Ronard Weinberg, a sortis de son chapeau le matin même de l'assemblée. Et cela, alors que l'écrasante majorité des actionnaires « ordinaires » (plus de 85 % des votes exprimés) avaient approuvé la nomination de l'équipe proposée par le conseil d'administration sortant.

Les votes des petits actionnaires n'auraient jamais pu faire le poids à la participation du couple Charest-Weinberg, qui contrôle 12,2 % des capitaux propres, mais surtout 63,8 % des votes de la société. (Mais bon, on ne change pas les règles du jeu en cours de route. Et les actionnaires auraient peut-être dû y regarder à deux fois avant d'investir dans une entreprise qui alloue 13,6 fois plus de voix aux détenteurs d'actions avec droit de vote multiple...)

« L'élection d'une toute nouvelle équipe d'administrateurs, c'est exactement ce que souhaitaient les fondateurs de Cinar », a remarqué Lawrence Yelin, le président du conseil sortant de Cinar, cachant mal son amertume devant la tournure des événements. Marie Rousseau, une actionnaire et militante des droits des petits investisseurs, a de son côté poussé un vrai cri du coeur : « Ce n'est pas vrai que la compagnie va se faire kidnapper par les Charest-Weinberg ! »

Car c'est « la » question qui a hanté toutes les personnes présentes à cette assemblée comme un affreux doute : le couple fondateur de Cinar a-t-il repris le contrôle de ce producteur d'émissions pour enfants par la porte d'en arrière ?

Cette impression était d'autant plus forte qu'à aucun moment durant l'assemblée, le fiduciaire des fondateurs de Cinar, tout juste nommé la semaine dernière, n'a expliqué de façon convaincante pourquoi il avait décidé de proposer un autre conseil d'administration, le premier étant rempli de candidats « intègres » et « compétents », a-t-il répété. Le seul argument de Robert Després a été de dire qu'il devait avoir son mot à dire. Et quel mot !

Après l'assemblée, il a précisé que le « représentant de la majorité des voix » devait avoir un « certain » nombre de représentants au conseil ; il les a en fait tous choisis lui-même et est devenu hier président du conseil. Ces administrateurs devaient être également représentatifs de l'industrie dans laquelle oeuvre Cinar. Mais cette dernière exigence était d'autant plus facile à satisfaire que Robert Després avait décidé de changer les statuts de l'entreprise, afin d'augmenter de six à neuf le nombre de ses administrateurs ; son conseil paraissait forcément plus « équipé » que celui contre lequel il était en (fausse) concurrence, les dés étant pipés par les actions avec droit de vote multiple.

Robert Després a eu du mal à contenir son indignation devant le fait que les actionnaires et journalistes puissent poser des questions sur son indépendance envers



POUR RETROUVER
LES TEXTES DES CHRONIQUEURS

www.cyberpresse.ca/chroniqueurs

le couple Charest-Weinberg, y voyant une atteinte à son intégrité.

Ce n'est pourtant pas si difficile de comprendre que des chats brûlés au troisième degré aient une peur phobique de l'eau froide.

Pour dissiper ces craintes, l'homme

d'affaires de 77 ans a évoqué sa longue feuille de route. Ce diplômé en administration de l'Université Laval a notamment occupé les postes de sous-ministre du Revenu, de PDG de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, de président de l'Université du Québec, en plus d'avoir présidé les conseils d'administration d'Énergie atomique du Canada, de Produits forestiers Alliance et d'avoir siégé aux conseils d'une vingtaine de sociétés.

Mais la question n'est pas là. C'est la relation qu'il entretient avec les fondateurs de Cinar qui est au coeur des préoccupations.

Robert Després raconte que c'est Ronald Weinberg qui l'a approché à la mi-mars, et qu'avant sa rencontre, il ne lui avait jamais parlé, pas plus qu'à Micheline Charest d'ailleurs. Comme les fondateurs de Cinar ne peuvent plus exercer les droits de vote rattachés à leurs actions en vertu d'une entente intervenue le 15 mars avec la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ), ils recherchaient un fiduciaire. Robert Després a accepté de jouer ce rôle en échange d'un salaire versé par le couple d'un montant qu'il a refusé de dévoiler.

La CVMQ a ratifié il y a une semaine la convention de vote fiduciaire. Le mandat du fiduciaire, y est-il écrit, se limite à exercer pendant cinq ans le droit de vote afférent aux

actions de ces anciens dirigeants de Cinar lors de l'élection des administrateurs. Point à la ligne. Mais dans les faits, il est beaucoup plus vaste. Car d'ici 2007, Robert Després a le contrôle effectif et total de l'entreprise.

« Le fiduciaire a l'entière discrétion dans l'exercice des droits de vote afférents aux actions (...) dans l'intérêt de l'ensemble des actionnaires de Cinar, sans aucune intervention (de Micheline Charest et de Ronald Weinberg) », précise le document.

Comment peut-il représenter « l'ensemble des actionnaires », quand son premier geste a été de tasser sans ménagement le conseil d'administration approuvé par l'écrasante majorité des petits porteurs ayant voté ?

Et puis, que signifie « sans aucune intervention » des fondateurs de Cinar ? Déjà, Robert Després a admis que Ronald Weinberg et Micheline Charest lui avaient suggéré les noms « de un ou deux administrateurs » pour le conseil de Cinar. « Je ne me souviens plus lesquels, aussi, je ne peux pas vous dire s'ils se retrouvent au conseil aujourd'hui », a-t-il dit. Ce n'est pas une intervention, ça ? Clairement, donc, Robert Després va à tout le moins discuter avec les fondateurs de Cinar des affaires de la société.

Micheline Charest et Ronald Weinberg sont ainsi de véritables revenants. Après avoir échappé à des accusations criminelles pour l'utilisation par Cinar de prête-noms afin de soutirer des fonds gouvernementaux, ils vont continuer à hanter l'entreprise dont ils ont lessivé les actionnaires. Puis, dans cinq ans, ils vont fort probablement reprendre le contrôle d'une Cinar lavée de ses scandales, les principaux recours collectifs d'actionnaires ayant récemment été réglés en échange de 25 millions US.

Impressionnant, non ?

Robert Després présidera le conseil de Cinar

La Presse

LE FIDUCIAIRE choisi par les anciens dirigeants de Cinar, Robert Després, a été nommé hier président du conseil d'administration de l'entreprise, après avoir réussi la veille à déloger le conseil proposé par la direction de la compagnie pour en faire élire un nouveau.

Le nouveau conseil a aussi accepté hier un dixième membre, avec la nomination du président et chef de la direction de Cinar, Barrie Usher, M. Usher a déjà annoncé son intention de quitter son poste et siégera au conseil en attendant que l'entreprise lui trouve un successeur.

À sa première réunion, le conseil d'administration a d'ailleurs formé un comité dont la tâche sera de trouver un nouveau président et chef de la direction. Trois autres co-

mités ont aussi été formés, dont un qui sera responsable des nominations et de la régie d'entreprise.

Trois des dirigeants de Cinar ont été reconfirmés dans leurs fonctions, soit le président de Cinar Éducation, Steve Carson, le vice-président aux finances par intérim, George Rossi, ainsi que le conseiller juridique, Mark Chernin.

Cinar a tenu lundi la première assemblée de ses actionnaires depuis 1999, alors que des scandales concernant l'utilisation de prête-noms et la disparition de 122 millions des coffres de la compagnie ont paralysé ses activités.

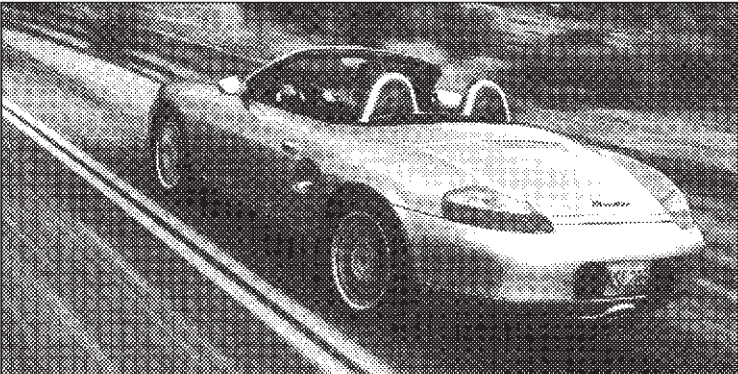
À la suite d'une enquête de la Commission des valeurs mobilières du Québec, Micheline Charest et Ronald Weinberg ont été condamnés à payer une amende de 2 millions et ont dû s'engager à ne pas occuper de postes de responsabilité dans aucune entre-

prise canadienne pendant cinq ans.

La CVMQ a approuvé la nomination de Robert Després comme fiduciaire des actionnaires majoritaires de Cinar. Ensemble, M^{me}

Charest et M. Weinberg possèdent 12 % du capital-actions de Cinar mais ils contrôlent 62 % des droits de vote. C'est M. Després qui exercera ces droits de vote à leur place.

* Taxes, transport et préparation en sus. Appelez un de nos représentants pour tous les détails.



Travailler c'est trop dur... Pas du tout!
Aller au travail n'aura jamais été aussi agréable.
Venez voir la Boxster 2002
À partir de 60 500 \$*

Automobiles Lauzon
2455, boul. Chomedey, Laval
Tél. : (450) 688-1144
Tél. : (514) 990-9943 (MTL)
Site Web : www.lauzonporsche.com



3045393

cyberpresse.ca/caricatures

cyberpresse.ca

RBC Assurances

Compagnie d'assurance vie RBC

Assemblée générale annuelle de l'actionnaire et des titulaires de police

L'assemblée générale annuelle de l'actionnaire et des titulaires de police de la Compagnie d'assurance vie RBC aura lieu le mercredi 29 mai 2002, à 11 h au siège social de RBC Assurances, 6880 Financial Drive, Mississauga, Ontario, pour traiter des points suivants :

1. Réception des états financiers annuels de 2001
2. Réception des rapports du vérificateur et de l'actuaire
3. Élection des administrateurs des titulaires de police et des administrateurs de l'actionnaire
4. Nomination d'un vérificateur
5. Tout autre point dûment soumis à l'assemblée

Mississauga (Ontario)
Le 1er mai 2002

Janis A. Riven
Secrétaire générale

3047705

JAF
Marques reconnues
PRIX DE GROS ET SERVICE DE BOUTIQUE

Vestons sports
Prix cour.: 300 \$ à 700 \$
...250\$ à 350\$

Chandails polo faits en Italie
à partir de **40\$**

Complets
Prix cour.: 475 \$ à 1 200 \$
250\$ à 650\$

Taxes et retouches incluses.
Service de tailleur sur place. Vaste choix de vêtements et d'accessoires de marques reconnues pour hommes au prix de gros.

900, boul. Décarie • St-Laurent
Tél. : (514) 744-0985

 Côte-Vertu
1140, av. Union • Montréal
Tél. : (514) 877-9888
Coin René-Lévesque

3047268

Notre Maîtrise en sciences administratives est toute spéciale. Venez la découvrir.

La consultation organisationnelle, l'analyse financière, l'étude de marché, les ressources humaines ou la conception de SIG ou bien encore une carrière universitaire vous intéressent. Quels que soient vos intérêts et votre diplôme de 1^{er} cycle, l'École de gestion John-Molson et son corps professoral de renommée internationale vous aideront à acquérir les habiletés techniques et analytiques exigées par le milieu industriel, gouvernemental ou universitaire. Contrairement à la formation générale du MBA, la M.Sc. vous permettra de vous spécialiser dans un secteur bien précis. Après tout, ne sommes-nous pas en pleine ère de la spécialisation?

Tél. : 514.848.4149

Courriel : phdmse@jmsb.concordia.ca

Séances d'information :

1550, boul. de Maisonneuve Ouest
GM 403-2
17 h 30 heures

Lundi, 6 mai 2002

www.johnmolson.concordia.ca



Alain Jabbour, M.Sc.
Vice-président adjoint
Financement d'entreprises et Services d'investissements
Pricewaterhouse Coopers

École de gestion John-Molson
Université Concordia



5% DE REMISE EN ARGENT

L'HYPOTHÈQUE SIMPLIFIÉE

>>> 1 866 252-2088
>>> www.banquelaurentienne.com


BANQUE LAURENTIENNE

Pourcentage de remise applicable au terme fermé de cinq (5) ans. La remise en argent est calculée en fonction du montant du capital emprunté. Par exemple, pour un emprunt de 120 000 \$ la Banque Laurentienne vous remettra 6 000 \$ en argent. Le maximum alloué de remise en argent est de 25 000 \$. Cette offre d'une durée limitée s'applique uniquement aux nouvelles demandes de prêt hypothécaire et peut prendre fin en tout temps. Certaines conditions s'appliquent. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre et est sujette à l'approbation du crédit par la Banque.

3045480A

STRATÉGIE MARKETING

La planification aussi doit être créatrice



FRANÇOIS PERREULT
collaboration spéciale

Encore récemment, le volet média d’une campagne de communication n’était considéré que pour sa valeur quantifiable. On s’attardait principalement à des aspects statistiques comme les points d’exposition bruts, la portée et la fréquence. Toutefois, la planification média s’est grandement raffinée au fil des années. Par conséquent, le choix d’un support publicitaire ne se limite plus uniquement à sa capacité à toucher un groupe cible. Les médias sélectionnés sont maintenant partie intégrante de la stratégie et ils contribuent à l’atteinte d’objectifs.

« Un bon planificateur média est aussi un créatif, car derrière sa stratégie se cache une idée », résume Jean-Jacques Stréliski, vice-président à la direction de l’agence Taxi Montréal.

« Les médias sont beaucoup plus que des coûts et de l’efficacité ; on doit les accompagner d’une grande idée », ajoute Jacques Dorion, président de Carat Montréal, qui achète notamment l’espace publicitaire pour les quincailleries Rona, Hydro-Québec, les Rôtisseries St-Hubert et la Banque Nationale.

Si on demande aujourd’hui aux planificateurs d’être aussi créatifs qu’habiles avec les chiffres, c’est que, face à des besoins de plus en plus poussés des annonceurs et dans un contexte d’encombrement publicitaire, les agences doivent mettre toutes leurs ressources à profit. « La créativité doit être une considération de tous les corps de métier afin d’en maximiser l’émergence, croit Martin Merlino, directeur général de Publicis. Il est fini le temps où seuls les gens du service de création devaient faire preuve d’imagination. »

Utiliser des territoires vierges

Un exemple de stratégie média créative est la campagne de recrutement de l’Université de Montréal menée l’an dernier dans le mé-

tro. Cette opération vient d’ailleurs de recevoir le Grand Prix de la première remise des Prix Média, un concours organisé par les Éditions Info Presse en collaboration avec le Conseil des directeurs médias du Québec.

Désirant toucher les cégépiens, grands usagers du métro, l’institution et son agence, Cossette Communication-Marketing, ont placé leurs annonces à des endroits inusités et en parfaite harmonie avec le message inscrit. Par exemple, 365 autocollants avec les mentions « Les portes ne s’ouvrent pas toujours toutes seules » et « Voyez tout ce qui s’ouvre à vous » ont été apposés au-dessus des portes des voitures. Une voiture sur deux dans le réseau a ainsi été tapissée. De même, 40 affiches disant « Accédez à un niveau supérieur » ont été placées au bas des escaliers mécaniques. « Nous savions que d’autres établissements scolaires allaient mener des campagnes simultanément à la nôtre, explique Julie Courtemanche, superviseur média de Cossette. Il nous fallait donc être innovateurs afin de nous démarquer. L’emploi d’espaces jamais utilisés pour y mettre de la pub nous procurait un effet de surprise et captait l’attention des voyageurs. De plus, en nous affichant sur les néons au-dessus des portes, nous nous assurons d’une visibilité, même dans des wagons bondés. »

Adapter sa communication

La souplesse d’un média permet également de diffuser des messages mieux ciblés, donc plus percutants. Ainsi, Cossette et son

client McDonald’s ont récemment mené sur Internet une campagne interactive pour le programme McValeur. Celui-ci propose des réductions sur certains menus en fonction du jour et même de l’heure (par exemple, six McCroquettes pour 1,49 \$ le mardi). On a donc placé un bouton-teaser sur sept sites Web particulièrement prisés des 18-34 ans (Branchez-vous !, Sympacito.ca, Shobizz.net, etc.). Dès qu’un internaute frôlait ce bouton, un *pop-up* apparaissait et présentait l’offre en vigueur à ce moment de la journée. On a ainsi pu faire connaître six offres différentes à trois moments de la journée.

Cette souplesse était aussi au centre de la stratégie média utilisée l’été dernier au cours



L’an dernier, l’Université de Montréal s’affichait sur les néons des voitures de métro et au bas des escaliers mécaniques. L’emploi d’espaces vierges procurait ainsi un effet de surprise et captait l’attention des voyageurs.

de la campagne estivale de la bière Boomerang, de la Brasserie Labatt. Disposant d’un budget qui ne lui aurait pas permis de se démarquer dans l’encombrement saisonnier des pubs de boissons alcoolisées, l’annonceur et son agence, Palm Publicité Marketing, ont positionné le produit comme la bière du week-end. Une stratégie de mix-média a permis de toucher les consommateurs à la maison, dans leur voiture et dans des bars. « Nous voulions suivre les acheteurs dans tous les points de contacts, explique Karine Courtemanche, planificateur média de Palm. Cela leur donnait l’impression que Boomerang les accompagnait. Et la stratégie a réussi, puisqu’en recherche, la perception du poids média accordée à la campagne fut nettement plus élevée qu’en réalité. »

Des messages à la radio ont ainsi été diffusés du mercredi au samedi... seulement par temps ensoleillé. « Lorsque la météo est capricieuse, les ventes fléchissent pour toute la catégorie, dit Karine Courtemanche. Nous

avons donc concentré nos efforts sur les journées plus favorables. »

Puis, un hélicoptère traînant une bannière de 40 x 100 pieds survolait les ponts de Montréal chaque vendredi aux heures de pointe. On diffusait simultanément des messages radio en barrage toutes les demi-heures. Côté télé, des « panneaux » de 10 secondes sur certaines chaînes spécialisées annonçaient la commandite de Boomerang au sous-titrage de certaines émissions. De plus, on profitait de l’occasion pour afficher un décompte des jours avant le début de la fin de semaine.

Enfin, question de toucher la clientèle des bars, une équipe d’animation a visité de tels endroits afin d’y faire connaître la Boomerang. La MegaBoom, un party célébrant le début de l’été, a aussi été tenu boulevard Saint-Laurent. « Comme toutes les marques de bière sont publiquement actives en été, nous avons tenté de devancer la consommation », indique Karine Courtemanche.

Voici le seul véhicule offert au Canada doté d’un intérieur cuir signé Coach. Et livré avec des sacs assortis.

Lexus a inventé une toute nouvelle catégorie automobile avec le RX 300. Et maintenant, en s’associant à Coach, Lexus a rendu ce véhicule singulier encore plus désirable et encore plus exclusif, puisque seulement un nombre limité arboreront l’emblème de Coach. Une peinture monochrome, de superbes roues en alliage à 5 rayons et une calandre unique confèrent au RX 300 Édition Coach une élégance incomparable. À l’intérieur, le somptueux cuir Coach d’une douceur extrême et les tons riches

et naturels des garnitures en érable madré créent une oasis de raffinement luxueux. La touche finale de ce véhicule de luxe qui peut vous emmener quasiment n’importe où ? Un sac Hampton et une pochette Signature en cuir assorti de Coach.

Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus :
1 800 26-LEXUS * www.lexus.ca

LE LEXUS RX 300 ÉDITION COACH.
Au prix de 53 850 \$*

À la conquête de la perfection.



COACH

LE RX 300 Édition limitée COACH

*PDSF du RX 300 2002 Édition Coach. Frais de transport, de préparation, d’immatriculation et taxes en vigueur en sus.

RBC Assurances acquiert deux filiales américaines de Generali

Reuters

TORONTO — La division des assurances de la Banque Royale va acquérir, pour environ 220 millions de dollars américains, des filiales américaines du groupe Generali, de Trieste, en Italie.

Annoncée hier par RBC Assurances, la transaction porte sur Business Men's Assurance (BMA), de Kansas City, et ses quelque 150 000 contrats, et sur une filiale de celle-ci, la société de fonds communs de placement Jones & Babson.

Cette dernière gère pour 1,5 milliard US d'actifs et passera dans le giron de RBC Dain Rauscher, une autre division de la Banque Royale, basée à Minneapolis et achetée en septembre 2000.

Pour sa part Generali, ajoute le communiqué de la Royale, gardera sa division nord-américaine de réassurance, également de Kansas City.

La vente, qui devrait être bouclée d'ici fin août, est sujette aux approbations réglementaires, au Canada et aux États-Unis, à celles du conseil d'administration

de chacune des parties impliquées et aussi des porteurs de parts de fonds communs.

Selon son président Jim Westlake, RBC Assurances souhaite ainsi s'étendre dans le secteur des services financiers nord-américains, « par des acquisitions rigoureuses et ciblées ».

Créé en 1831, l'assureur Generali gère un actif d'environ 200 milliards d'euros (280 milliards CAN) et il est au 46^e rang du classement des 500 plus grandes sociétés au monde, établi par le mensuel *Fortune*.

Terre-Neuve aura la plus forte croissance

Agence France-Presse

TERRE-NEUVE, la province la plus pauvre du Canada, est celle qui connaîtra la plus forte croissance économique au pays en 2002-2003, avec une hausse moyenne de 5,5 % de son produit intérieur brut (PIB) due à l'augmentation de la production pétrolière offshore, selon la Banque Royale.

L'Alberta arrivera deuxième avec une hausse moyenne de 4 % d'ici à la fin de l'année 2003, les niveaux actuels de production de pétrole et de gaz et la consommation des ménages suffisant à entretenir une croissance vigoureuse, a indiqué la banque privée, la plus grande au Canada, dans ses prévisions.

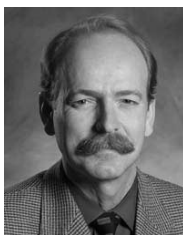
Les deux provinces les plus peuplées, l'Ontario et le Québec, suivront avec une

croissance respective de 3,7 % et 3,6 %, alimentée par un redressement plus rapide que prévu de la production industrielle, entraînée par la reprise robuste de la demande américaine, selon la banque.

Toutes les autres provinces canadiennes connaîtront d'ici à la fin de 2003 une croissance économique moyenne comprise entre 3 et 3,5 %, sauf la Colombie-Britannique, où elle ne sera que de 2 %.

Borden Ladner Gervais

Sincères félicitations



Gregory A. McCashin

Borden Ladner Gervais est fier d'annoncer que Gregory A. McCashin, B.A., M.A., LL.B., s'est joint au cabinet à titre de Directeur national du développement professionnel. À son nouveau poste, Greg jouera un rôle clé au sein du Programme d'excellence professionnelle du cabinet. Ce programme regroupe les activités de recrutement, de mentorat, d'évaluation de la performance, de formation continue, de gestion de la connaissance et de développement professionnel du cabinet.

Greg nous apporte une expérience riche et diversifiée. Après avoir pratiqué de nombreuses années en droit des affaires au sein d'un important cabinet d'Ottawa, Greg a agi comme conseiller juridique interne dans les domaines des services financiers et de la haute technologie. Plus récemment, il était membre du corps professoral au cours de formation professionnelle (CFP) du Barreau du Haut-Canada où il participa, entre autres, à la conception et à l'enseignement de l'ensemble des cours CFP ainsi qu'à leur adaptation en français. Greg est diplômé de la faculté de droit de l'Université Queen's.

Borden Ladner Gervais s.r.l. est un important cabinet d'avocats national regroupant plus de 600 avocats, agents de propriété intellectuelle et autres professionnels. Le cabinet offre des services juridiques complets partout au Canada et à l'échelle internationale.

Gregory A. McCashin

Tél. : (613) 787-3586

Téléc. : (613) 230-8842

Courriel : gmcashin@blgcanada.com

Borden Ladner Gervais s.r.l.

Avocats • Agents de brevets et de marques de commerce
Lawyers • Patent & Trade-mark Agents

www.blgcanada.com

**BORDEN
LADNER
GERVAIS**
Oser

La Presse

CARRIÈRES PROFESSIONS

cyberpresse.workopolis.com

CENTRE
D'HÉBERGEMENT
ET DE SOINS
DE LONGUE DURÉE

Centre d'accueil LaSalle

Le Centre d'accueil LaSalle est un établissement à vocations multiples exploitant un centre d'hébergement et de soins de longue durée de 202 lits et un CLSC situé à LaSalle dans le Sud-Ouest de Montréal, avec un budget de 18 millions de dollars et environ 400 employés.

Coordonnateur(trice) des ressources humaines

MANDAT

Sous la responsabilité du directeur général, vous serez responsable de l'ensemble des activités reliées à la gestion des ressources humaines de l'organisation et au développement organisationnel de l'établissement.

PROFIL RECHERCHÉ :

- Vous possédez une solide expertise en gestion des ressources humaines;
- Vous êtes passé maître dans l'art de la communication et de la mobilisation des personnes et êtes rassembleur;
- De plus, vous devrez être un(e) leader expérimenté(e) ayant démontré des qualités supérieures de concertation et des aptitudes à gérer avec succès des mandats complexes nécessitant de la diplomatie, de l'innovation et du dynamisme.

EXIGENCES DU POSTE :

- Diplôme universitaire de 1^{er} cycle dans un champ lié à la fonction
- Expérience minimale de cinq ans en gestion dans le domaine des ressources humaines dans le réseau de la santé et des services sociaux

CONDITIONS SALARIALES :

La rémunération et les avantages sociaux se comparent aux politiques applicables aux cadres du réseau de la santé et des services sociaux (classe 15).

CANDIDATURES :

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur offre de service accompagnée de leur curriculum vitae **avant le 15 mai 2002, 17 h**, à l'adresse suivante : **Concours « Coordonnateur(trice) des ressources humaines », CENTRE D'ACCUEIL LASALLE, 8686, rue Centrale, LaSalle (Québec) H8P 3N4. Télécopieur : (514) 364-0484**

Seules les personnes retenues recevront un accusé de réception.



3046983

cyberpresse.ca / arts

FR305

cyberpresse.ca

Cochrane
Temiskaming
Resource
Centre
recherche un(e)

ADJOINT(E) AU SUPERVISEUR DES SERVICES PSYCHOLOGIQUES MAÎTRISE EN PSYCHOLOGIE

(Bilinguisme souhaitable)

Kirkland Lake

Joignez-vous à une équipe de professionnels qui offrent soutien et possibilités de vie en société à des personnes ayant un retard de développement.

L'adjoint(e) au superviseur des services psychologiques collaborera et assurera la supervision clinique et technique dans la gestion de la charge de travail du personnel du service.

Les candidats recherchés possèdent une maîtrise en psychologie, sont inscrits comme associé en psychologie agréé de l'Ordre des psychologues de l'Ontario et ont une expérience en pratique autonome en psychologie clinique, psychologie scolaire et/ou analyse comportementale appliquée ou un secteur connexe. Une formation particulière en test psychométrique et en modification comportementale serait un atout, tout comme des antécédents de travail auprès de personnes ayant un retard de développement. Un permis de conduire valide et l'accès à un véhicule sont essentiels.

Comp #02-08

Date limite : mardi 14 mai 2002

Voyez notre site Internet au www.ctrc.on.ca pour plus de précisions ou communiquez avec :

Stacie Venn
Cochrane Temiskaming Resource Centre
108 Pine Street South
Timmins, Ontario P4N 2K2
Courriel : svenn@ctrc.on.ca
Téléphone : (705) 267-8181 poste 253
Télécopieur : (705) 264-4255
EMPLOYEUR PRATIQUANT L'ÉQUITÉ DANS L'EMPLOI

3047261



Mitchell International Canada

Mitchell International, un important fournisseur d'information au service de l'industrie automobile, développe des solutions qui soutiennent la fidélité de la clientèle à long terme en travaillant inlassablement à donner plus que demandé. Nous nous sommes engagés à toujours faire plus pour offrir un service exceptionnel et individualisé. Les personnes qui ont des antécédents en assurance ou en réparations après-sinistre, qui maîtrisent les principales applications sur PC et qui sont spécialement douées pour la communication et l'organisation sont invitées à postuler l'emploi ci-après.

CHARGÉ(E) DE COMPTES - QUÉBEC

La personne choisie sera chargée d'élaborer et de mettre en œuvre, sous supervision minimale, des plans stratégiques et tactiques afin de favoriser notre expansion au Québec. Elle devra identifier les clients potentiels et sceller une relation d'affaires avantageuse avec eux, en plus de coordonner les ressources internes et externes en vue d'atteindre ou de dépasser les objectifs de l'entreprise. Les candidats doivent être bilingues (anglais/français) à l'oral et à l'écrit, être des professionnels compétents et ambitieux et posséder plusieurs années d'expérience étendue en assurance ou en réparations après-sinistre. Une formation en technique ou technologie de l'information ainsi que la capacité de voyager fréquemment seraient des atouts de taille.

Veuillez faire parvenir votre C.V. à :

Delando Hawthorne
Mitchell International
4711 Yonge Street, Suite 702
Toronto, Ontario M2N 6K8
Courriel: delando.hawthorne@mitchell.com
Téléc.: (416) 733-0099

3046596

Directeur général – Directrice générale

**Conseil des premiers ministres
pour sensibiliser les Canadiens à la santé**

Le Conseil des premiers ministres pour sensibiliser les Canadiens à la santé est à la recherche d'un cadre de niveau exécutif pour diriger un nouveau projet provincial-territorial. Vous travaillerez avec le Conseil et son Comité exécutif afin d'accroître la sensibilisation du public aux enjeux fondamentaux qui influencent les soins de santé au Canada, en recommandant et en mettant en œuvre des stratégies pour recueillir et diffuser l'information relative aux systèmes de santé des provinces et des territoires, notamment sur le financement et sur les autres questions prioritaires en matière de santé. Vous devrez gérer le budget du Conseil en vous assurant que les contrôles et les mécanismes d'imputabilité requis par une saine gestion sont solidement implantés.

Stratège accompli, leader orienté vers les résultats, vous avez démontré votre capacité à gérer des dossiers de communication complexes et à évoluer dans un environnement où les décisions doivent être consensuelles. Vous avez une solide connaissance de l'environnement gouvernemental fédéral, provincial et territorial ainsi que des enjeux actuels pour les soins de santé. Vous êtes un excellent communicateur et avez une capacité supérieure aux niveaux des relations interpersonnelles. Votre bon jugement et votre capacité à gérer des dossiers importants sont appuyés par un solide bilan professionnel au niveau administratif dans un environnement organisationnel complexe.

Les premiers ministres provinciaux et territoriaux ont créé le Conseil en janvier 2002 pour aider la population canadienne à mieux comprendre les enjeux fondamentaux auxquels sont confrontés les systèmes de santé des provinces et des territoires. Mis sur pied à l'origine pour une période de deux ans, le Conseil est financé conjointement par les gouvernements provinciaux et territoriaux.

Une capacité à travailler en anglais et en français est essentielle.

Lieu de travail : Ottawa

Échelle salariale : 130 000 \$ à 180 000 \$

Durée de l'emploi : contrat de deux (2) ans

Veuillez soumettre votre candidature par écrit avant le 15 mai 2002 à l'adresse suivante :

Référence : 1091
C.P. 6041 Succ. Centre-Ville
Montréal, Québec
H3C 3E3

3046838

Hydrogéologue - Afrique

Fonctions: Assurer la conduite d'un projet de synthèse hydrogéologique d'un pays d'Afrique de l'Ouest :

- mise à niveau d'une base de données et d'un SIG (20 000 forages)
- synthèse hydrogéologique avec production de cartes annotées au 1:200 000
- mise en place d'un réseau national de piézomètres.

Exigences:

- Niveau maîtrise en hydrogéologie ou équivalent
- Plus de 10 ans d'expérience pertinente
- Expérience dans la conduite de projet d'hydraulique rurale ou en études hydrogéologiques (préférentiellement l'Afrique de l'Ouest)
- Maîtrise d'utilisation des logiciels SIG (Arc-Info) et Access.
- Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

Tecsult Inc.

85, rue Ste-Catherine Ouest, Montréal (Québec) Canada H2X 3P4

Fax: (514) 287-8643

e-mail: ressources@tecsult.com www.tecsult.com

3047369

L'école Trafalgar, une école secondaire indépendante pour filles, est à la recherche d'enseignants pour les postes suivants :

- Enseignement du français langue seconde et langue maternelle (congé de maternité);
- Enseignement des sciences et des mathématiques en anglais.

Le candidat idéal est dynamique et enthousiaste dans son rôle d'éducateur. Il possède son permis d'enseigner du Québec.

Si vous correspondez à ce profil, veuillez faire parvenir votre C.V. avant le 8 mai 2002 par la poste ou le courriel au :

Directeur
Trafalgar School
3495, rue Simpson
Montréal (Québec)
H3G 2J7
admin@trafalgar.qc.ca



3047188



1633



Directeur/trice des services d'information sur les traitements Toronto

Le Réseau canadien d'info-traitements sida est le premier fournisseur d'information sur les traitements VIH/sida au Canada.

Le directeur ou la directrice des services d'information sur les traitements dirigera une équipe de salariés et de bénévoles qui répond à des demandes d'information sur les traitements par le biais d'une ligne téléphonique sans frais, d'un service de courriel, d'ateliers sur une gamme de sujets pertinents et d'initiatives visant l'établissement de relations communautaires. Il ou elle dirigera les efforts de l'agence pour élaborer une stratégie de recherche visant à intégrer des professionnels des sciences de la santé dans les activités de recherche de l'agence. Le ou la titulaire du poste contribuera à gérer le développement d'un modèle de renforcement des capacités communautaires axé sur des atouts, y compris le développement d'outils éducatifs.

Le candidat ou la candidate retenu(e) possèdera une maîtrise et aura reçu une formation dans une profession liée aux sciences de la santé. Il ou elle aura de l'expérience dans le domaine des traitements VIH/sida et de l'éducation des adultes et aura fait la preuve de son aptitude à travailler en collaboration avec ses collègues et les parties intéressées de la communauté. Le bilinguisme est souhaitable.

C'est un moment passionnant pour un(e) professionnel(le) de la santé engagé(e) de se joindre à l'équipe administrative de CATIE. Ayant récemment subi un processus de renouveau et de restructuration, l'agence travaille actuellement au développement d'un nouveau plan stratégique pour orienter ses activités pour les années 2003 à 2006.

Des descriptions détaillées de ces postes se trouvent à l'adresse www.catie.ca

3047701

ACHETEUR

Entrepreneur industriel spécialisé en tuyauterie/mécanique. Bonne connaissance de: matériaux, outillages, Allpriser, informatique environnement Windows, environ de Montréal. Bilingue. Permis de conduire classe 5 valide. Expérience 3 ans minimum. Salaire selon expérience. Temps plein 40 + heures/semaine.

Envoyer C.V. par fax au:
(514) 333-7336

3046885

La menace du déficit américain

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE

ANALYSE

Depuis quelques semaines, le dollar américain passe par une phase de faiblesse par rapport à l'euro, au yen, à la livre et au franc suisse. Il y a plusieurs explications à ce phénomène, mais celle qui est toujours à l'esprit des économistes est celle qui pourrait être déterminante à la longue : est-ce le rythme effréné auquel les États-Unis s'endettent auprès de l'étranger.

En 2001, le déficit du compte courant, qui comprend les échanges de biens et services avec l'étranger, y compris le paiement d'intérêts sur la dette, a atteint 4 % du produit intérieur brut (PIB) et ne cesse de grimper. Le fait que le dollar ait été aussi élevé ces dernières années n'est pas étranger à cette situation parce que le taux de change encourage les Américains à acheter à l'étranger et met les produits américains hors de prix en Europe et au Japon.

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de diffusion en masse de la culture à financer ce déficit, parce que les épargnants du reste du monde plaçaient leur argent aux États-Unis, attirés par des rendements élevés et la bonne tenue de la Bourse. Même l'année dernière, la débâcle des titres du NASDAQ et les attentats du 11 septembre n'ont guère refroidi l'enthousiasme des étrangers.

Cela pourrait changer maintenant qu'un grand nombre de compagnies doivent ajuster leurs prévisions vers le bas et que le scandale Enron laisse planer un doute quant à la véracité de la comptabilité de certaines d'entre elles. Par ailleurs, il n'y a plus les fusions qui attirait si volontiers les investisseurs européens.

Alors que beaucoup d'Américains sont maintenant de l'avis que le dollar est trop fort et qu'un taux de change plus bas permettrait de mieux équilibrer les échanges, le secrétaire au Trésor, Paul O'Neill, estime qu'il ne fait que refléter la confiance des étrangers qui continuent à placer leurs épargnes aux États-Unis. Ce point de vue est di-

facile à défendre parce que la tendance ne peut pas se maintenir indéfiniment. L'expérience démontre, en effet, que même une économie aussi solide que celle des États-Unis ne peut pas constamment s'endetter sans entraîner tôt ou tard une baisse de la valeur de sa monnaie. Et plus on attend, plus l'ajustement promet d'être brusque

Le Fonds monétaire international (FMI) considère que le problème du déficit américain est un des plus graves au monde actuellement et les autres pays montrent aussi une certaine inquiétude. Cette inquiétude est cependant fortement mitigée par le fait qu'ils profitent largement de la situation. La croissance américaine attire leurs exportations et soutient leur propre production. Dans le cas du Japon, il s'agit même d'une politique du gouvernement qui voudrait relancer l'économie et la sortir de la récession déflationniste par un boom des ventes à l'exportation grâce au dollar américain surévalué.

Quand l'ajustement viendra, la situation mondiale changera du tout au tout, même s'il se fait en douceur. Les États-Unis cesseront

être le « consommateur de dernier recours » capable de soutenir toutes les autres économies et l'épargne des étrangers cessera de financer leur développement industriel. Les Américains devant de nouveau épargner et pourront plus augmenter leur consommation au même rythme qu'à la fin des années 1990. Il sera donc plus difficile pour les États-Unis de faire les mêmes progrès quant à leur productivité.

Même en présence de cette menace, personne ne semble croire à un ajustement violent dans l'immédiat. L'euro, qui a récemment franchi le cap des 90 cents US, pourrait remonter à 95 cents US, et le yen, qui était encore à plus de 130 pour un dollar, pourrait s'établir autour de 120. Mais beaucoup dépend des cours de Bourse américains. Si l'inquiétude au sujet des bénéfices des sociétés se maintient et si les Américains et les étrangers estiment que les rendements pourraient être plus élevés ailleurs, l'ajustement du cours du dollar américain pourrait être plus rapide que prévu.

Justice publique ou droit à l'anonymat: un juste équilibre

M^e MARIE ST-PIERRE
DROIT DES AFFAIRES
collaboration spéciale

La Charte des droits et libertés de la personne et le Code civil du Québec reconnaissent spécifiquement le droit de l'individu à la vie privée de même que son droit à la sauvegarde de son honneur, de sa dignité et de sa réputation. Ces lois reconnaissent aussi le caractère public des audiences des tribunaux, où qu'elles soient tenues à moins que le tribunal n'ordonne le huis-clos dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public ou qu'il ne s'agisse de matières familiales.

Le Code civil du Québec et les diverses législations relatives à la protection des renseignements personnels reconnaissent le principe de la confidentialité des renseignements qui concernent une personne physique et qui permettent de l'identifier.

Qu'advient-il du droit à la vie privée lorsqu'un individu se voit contraint de recourir aux tribunaux de juridiction civile pour exercer ou faire reconnaître ses droits ? Renonce-t-il nécessairement à la possibilité de garder privée la situation dans laquelle il se trouve ?

Le Code de procédure civile prévoit l'obligation, pour une personne qui s'adresse à la

Cour, d'énoncer dans sa procédure écrite introductive d'instance ses nom, domicile et résidence ainsi que l'objet de la demande et ses causes, soit un vaste ensemble de renseignements qui la concernent et qui permettent de l'identifier. Cette communication de renseignements revêt généralement un caractère public puisque les audiences des tribunaux sont elles-mêmes publiques, à moins que le tribunal n'ordonne le huis clos dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public.

Le principe de la publicité des débats judiciaires est fondé sur le besoin et la nécessité, dans une société libre et démocratique, de contrôler l'exercice du pouvoir judiciaire car l'histoire du monde est truffée d'exemples d'abus ou d'excès de pouvoir résultant d'une justice administrée à huis clos.

Le caractère essentiellement public de la justice conjugué avec la liberté d'expression et la liberté de presse constituent des instruments privilégiés pour communiquer l'information, susciter la réflexion et provoquer la discussion. Il n'est donc pas surprenant de constater le souci constant des tribunaux de protéger ces valeurs.

L'examen de décisions prononcées par nos tribunaux au cours des 10 dernières années – à l'égard de demandes d'anonymat ou de huis clos, révèle la recherche constante d'un juste équilibre entre les droits fondamentaux de l'individu et ceux de la société. Cette recherche s'effectue toujours à la lumière des principes de base ainsi résumés dans l'arrêt

Michaud c. Turgeon de la Cour d'appel, prononcé en 1997 : « La publicité des audiences des tribunaux est la règle et l'huis clos est l'exception; la partie qui entend se prévaloir de l'exception a le fardeau de convaincre le tribunal de sa nécessité. Ce fardeau se double de celui de démontrer que le remède demandé est le moindre remède nécessaire à la protection d'un droit dont la publicité de l'audience est susceptible de restreindre ou d'empêcher l'exercice. »

Elle se traduit concrètement ainsi. Lorsque le débat présente un caractère public en soi, compte tenu des questions en litige ou des parties impliquées, l'objectif prioritaire du caractère public de la justice l'emporte sur l'objectif important, mais moins urgent, de protéger la vie privée d'un seul individu. Le citoyen qui exerce un tel recours doit savoir que, ce faisant, il accepte en quelque sorte, dès le départ, de renoncer à une partie de sa vie privée au bénéfice du bien commun.

Lorsque le débat en est un qui met en cause des intérêts purement privés, la situation varie selon les faits particuliers en présence.

Ainsi, lorsque les allégations contenues aux procédures ou la preuve administrée à leur égard sont accablantes ou sérieuses pour ce qui est des effets pervers que pourrait entraîner le caractère public du débat sur l'une ou l'autre des parties au litige, ou lorsque la nature du débat est sensible, les tribunaux

CONTRATS À TERME

S&P CAN 60

200 fois le S&P CAN 60

Changement de 0.05 point d'indice = 10 \$

Historique

Jour

Int. en cours

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Jun2

458.30

422.00

434.80

428.50

434.20

54.0 65698

Sept2

0.00

0.00

0.00

0.00

0.00

436.60 0.00 0

Déc-2

0.00

0.00

0.00

0.00

0.00

444.80 0.00 0

Mars3

0.00

0.00

0.00

0.00

0.00

450.70 0.00 0

Volume journalière précédente:

3206

Intérêts en cours journalière précédente:

65848

Acceptations Bancaires Canadiennes

1 \$ millions; points de 100 p. cent

Historique

Jour

Int. en cours

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Mai2

97.72

97.29

0.00

0.00

97.00

0.00 123

Jun2

98.94

97.72

97.23

97.22

97.00

0.00 64661

Jul-2

0.00

0.00

0.00

0.00

97.02

0.00 0

Sept2

97.80

94.37

96.68

96.64

96.67

-0.02 38075

Déc-2

97.23

94.24

96.67

96.03

96.06

0.00 26422

Jan3

96.80

94.07

96.59

95.58

0.01

15091

Jun3

96.40

94.14

95.21

95.17

95.20

0.01 4626

Sept3

95.86

93.82

94.91

94.90

94.91

0.01 3956

Déc-3

95.22

93.88

0.00

0.00

94.73

0.00 2836

Mars3

94.77

93.00

0.00

0.00

94.60

0.00 1516

Jun4

94.51

94.46

0.00

0.00

94.48

0.00 211

Sept4

0.00

0.00

0.00

0.00

94.35

0.00 0

Déc-4

0.00

0.00

0.00

0.00

94.22

0.00 0

Mars5

0.00

0.00

0.00

0.00

94.09

0.00 0

Volume journalière précédente:

1431

Intérêts en cours journalière précédente:

15755

10 ANS

CONTRAT à terme sur obligations du Canada

\$100 000; points de 100 p. cent

Historique

Jour

Int. en cours

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Jun2

104.05

99.55

102.14

101.71

102.02

0.01 57252

Sept2

0.00

0.00

0.00

0.00

101.14

0.00 0

Déc-2

0.00

0.00

0.00

0.00

100.14

0.00 0

Mars3

0.00

0.00

0.00

0.00

99.14

0.00 0

Volume journalière précédente:

5361

Intérêts en cours journalière précédente:

57252

5 ANS

CONTRAT à terme sur obligations du Canada

\$100 000; points de 100 p. cent

Historique

Jour

Int. en cours

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Jun2

0.00

0.00

0.00

0.00

103.09

0.00 0

Sept2

0.00

0.00

0.00

0.00

102.20

0.00 0

Déc-2

0.00

0.00

0.00

0.00

101.20

0.00 0

Mars3

0.00

0.00

0.00

0.00

100.20

0.00 0

Volume journalière précédente:

10590

Intérêts en cours des options de ventes:

2145

Options sur contrats à terme sur Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois

1 \$ Million; points de 100 p. cent

Historique

Jour

Int. en cours

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Jun2

0.00

0.00

0.00

0.00

5.45

0.00 0

Sept2

0.00

0.00

0.00

0.00

5.50

0.00 0

Déc-2

0.00

0.00

0.00

0.00

5.50

0.00 0

Mars3

0.00

0.00

0.00

0.00

5.50

0.00 0

Volume journalière précédente:

0

Intérêts en cours journalière précédente:

0

3 MOIS

1 contrat = 100 actions du sous-jacent

Changement min. de 0.01 \$ = 1.00 \$ par contrat

Historique

Jour

Int. en cours

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Jun2

0.00

0.00

0.00

0.00

5.45

0.00 0

Sept2

0.00

0.00

0.00

0.00

5.50

0.00 0

Déc-2

0.00

0.00

0.00

0.00

5.50

0.00 0

Mars3

0.00

0.00

0.00

0.00

5.50

0.00 0

Volume journalière précédente:

0

Intérêts en cours journalière précédente:

0

10 ANS

Nortel

1 contrat = 100 actions du sous-jacent

Changement min. de 0.01 \$ = 1.00 \$ par contrat

Historique

Jour

Int. en cours

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Jun2

0.00

0.00

0.00

0.00

5.45

0.00 0

Sept2

0.00

0.00

0.00

0.00

5.50

0.00 0

Déc-2

0.00

0.00

0.00

0.00

5.50

0.00 0

Mars3

0.00

0.00

0.00

0.00

5.50

0.00 0

Volume journalière précédente:

0

Intérêts en cours journalière précédente:

0

Options商品化

Valuers

Levée

Offre

Dem.

Der.

Vol.

Intérêts

CitiWarrens

Nasdaq

(10/1) 2003Jun19

36.00

1.11

1.13

0.00

0

500

S & P TSE 60

(10/1) 2003Jun20

40.00

0.71

0.74

0.00

0

500

SGWarrens

Amazon

(10/1) 2003Fév.14

0.90

2.76

2.79

0.00

0

1

BCE Inc.

(10/1) 2003Fév.14

36.00

0.18

0.18

0.00

0

4000

BCE Inc.

(10/1) 2003Jun20

38.00

0.21

0.22

0.00

0

3500

Bank National

(5/1) 2003Fév.14

29.00

0.00

0.00

0.00

0

1000

Bank of Montreal

(5/1) 2003Fév.14

35.00

0.87

0.88

0.00

0

1000

Bombardier CL B

(10/1) 2003Fév.14

15.00

0.16

0.17

0.00

0

4000

Bombardier CL B

(10/1) 2003Jun20

17.00

0.15

0.16

0.00

0

13450

DI Euro Stock Index

(10/1) 2003Jun19

4000.00

0.00

0.00

0.00

0

2500

JDS Uniphase

(10/1) 2003Fév.14

16.00

0.00

0.00

0.00

0

10000

Merck

(10/1) 2003Fév.14

58.50

0.00

0.00

0.00

0

10000

Nortel

(5/1) 2003Fév.14

12.00

0.00

0.00

0.00

0

31500

Nortel

(5/1) 2003Jun20

14.00

0.00

0.00

0.00

0

1000

Oracle

(10/1) 2003Jun20

18.00

0.00

0.00

0.00

0

5000

Pfizer

(10/1) 2003Fév.14

38.00

0.00

0.00

0.00

0

1000

S & P 500 Index

(10/1) 2003Fév.14

1200.00

0.00

0.00

0.00

0

2600

S & P 500 Index

(10/1) 2003Jun19

1100.00

0.00

0.00

0.00

0

1000

Indice canadien S&P/TSX énergie

200 \$ fois l'indice

Changement de 0.10 point d'indice = 20 \$

Historique

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Jun2

0.00

0.00

129.60

129.40

0.00

0.40 0

Sept2

0.00

0.00

0.00

0.00

131.90

0.00 0

Déc-2

0.00

0.00

0.00

0.00

132.20

0.00 0

Mars3

0.00

0.00

0.00

0.00

134.60

0.00 0

Volume journalière précédente:

20

Intérêts en cours journalière précédente:

0

Indice canadien S&P/TSX aurifère

200 \$ fois l'indice

Changement de 0.10 point d'indice = 20 \$

Historique

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Jun2

196.40

196.40

188.40

185.60

168.00

-7.10 10

Sept2

0.00

0.00

0.00

0.00

188.20

0.00 0

Déc-2

0.00

0.00

0.00

0.00

190.50

0.00 0

Mars3

0.00

0.00

0.00

0.00

193.00

0.00 0

Volume journalière précédente:

0

Intérêts en cours journalière précédente:

0

Indice canadien S&P/TSX technologie de l'information

200 \$ fois l'indice

Changement de 0.05 point d'indice = 25 \$

Historique

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Jun2

0.00

0.00

25.65

25.65

0.00

0.20 0

Sept2

0.00

0.00

0.00

0.00

26.30

0.00 0

Déc-2

0.00

0.00

0.00

0.00

26.30

0.00 0

Mars3

0.00

0.00

0.00

0.00

26.65

0.00 0

Volume journalière précédente:

10

Intérêts en cours journalière précédente:

0

Indice canadien S&P/TSX services financiers

200 \$ fois l'indice

Changement de 0.10 point d'indice = 20 \$

Historique

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Jun2

115.40

115.50

116.90

116.90

117.30

1.40 50

Sept2

0.00

0.00

0.00

0.00

118.90

0.00 0

Déc-2

0.00

0.00

0.00

0.00

117.50

0.00 0

Mars3

0.00

0.00

0.00

0.00

122.00

0.00 0

Volume journalière précédente:

20

Intérêts en cours journalière précédente:

50

500 \$ fois l'indice

Changement de 0.05 point d'indice = 25 \$

Historique

Haut

Bas

Haut

Bas

Régl.

Var. cours

Jun2

0.00

0.00

25.65

25.65

0.00

0.20 0

Sept2

0.00

0.00

0.00

0.00

26.30

0.00 0

Déc-2

0.00

0.00

0.00

0.00

26.30

0.00 0

Mars3

0.00

0.00

0.00

0.00

26.65

0.00 0

Volume journalière précédente:

10

Intérêts en cours journalière précédente:

0

LES OBLIGATIONS

GOVERNEMENT DU CANADA						British Col.	8.50	9 Jun 08	102.44	5.52	+0.04
Améliorer	Coupon	Echéance	Prix	Rend.	Var.	British Col.	6.50	23 Jul 08	120.32	+59.16	
Canada	5.50	1 Sept 02	100.95	2.50	-0.01	Hydro Qué. <td>7.50</td> <td>18 Jun 09</td> <td>119.99</td> <td>+1.00</td> <th></th>	7.50	18 Jun 09	119.99	+1.00	
Canada	6.00	1 Sept 02	101.83	2.75	-0.01	Hydro Qué. <td>8.00</td> <td>15 Jul 05</td> <td>105.37</td> <td>+4.27</td> <th></th>	8.00	15 Jul 05	105.37	+4.27	
Canada	5.25	1 Sept 03	102.08	3.62	-0.02	Manitoba <td>11.00</td> <td>15 Jul 02</td> <td>149.46</td> <td>+6.37</td> <th>+0.11</th>	11.00	15 Jul 02	149.46	+6.37	+0.11
Canada	7.50	1 Sept 03	105.65	3.78	-0.03	Hydro Qué. <td>5.00</td> <td>2 Jun 08</td> <td>101.15</td> <td>+5.32</td> <th></th>	5.00	2 Jun 08	101.15	+5.32	
Canada	6.50	1 Jun 04	104.61	4.16	-0.02	N B New Brunswick <td>7.75</td> <td>22 Dec 05</td> <td>125.55</td> <td>+1.50</td> <th></th>	7.75	22 Dec 05	125.55	+1.50	
Canada	5.00	1 Jun 04	101.55	4.28	-0.01	N B New Brunswick <td>5.38</td> <td>26 Jul 02</td> <td>101.87</td> <td>+2.44</td> <th>+0.01</th>	5.38	26 Jul 02	101.87	+2.44	+0.01
Canada	1.00	1 Dec 04	101.40	4.40	-0.01	N B New Brunswick <td>2.00</td> <td>2 Jun 08</td> <td>106.65</td> <td>+5.57</td> <th>+0.04</th>	2.00	2 Jun 08	106.65	+5.57	+0.04
Canada	6.00	1 Sept 03	103.83	4.74	-0.01	N B New Brunswick <td>6.00</td> <td>27 Dec 17</td> <td>97.91</td> <td>+6.20</td> <th>+0.14</th>	6.00	27 Dec 17	97.91	+6.20	+0.14
Canada	8.75	1 Sept 05	112.84	4.80	+0.01	Nfld <td>6.15</td> <td>17 Apr 08</td> <td>94.73</td> <td>+5.57</td> <th>+0.13</th>	6.15	17 Apr 08	94.73	+5.57	+0.13
Canada	7.00	1 Dec 06	107.78	5.07	+0.01	Nfld <td>6.80</td> <td>1 Jun 07</td> <td>97.21</td> <td>+5.57</td> <th>+0.13</th>	6.80	1 Jun 07	97.21	+5.57	+0.13
Canada	7.25	1 Jun 07	109.27	5.15	+0.03	Ontario <td>7.50</td> <td>19 Jan 06</td> <td>108.47</td> <td>+4.96</td> <th>+0.03</th>	7.50	19 Jan 06	108.47	+4.96	+0.03
Canada	6.00	1 Jun 08	108.71	5.15	+0.03	Ontario <td>6.13</td> <td>12 Sept 07</td> <td>103.57</td> <td>+5.34</td> <th>+0.03</th>	6.13	12 Sept 07	103.57	+5.34	+0.03
Canada	5.50	1 Jun 09	103.33	5.44	+0.08	Ontario <td>6.25</td> <td>25 Mar 08</td> <td>98.71</td> <td>+6.35</td> <th>+0.14</th>	6.25	25 Mar 08	98.71	+6.35	+0.14
Canada	9.50	1 Jun 10	125.65	5.52	+0.10	Ontario <td>6.00</td> <td>8 Mar 09</td> <td>126.67</td> <td>+5.29</td> <th>+0.14</th>	6.00	8 Mar 09	126.67	+5.29	+0.14
Canada	9.00	1 Mar 11	123.24	5.62	+0.13	Ontario <td>6.00</td> <td>2 Jun 03</td> <td>108.40</td> <td>+5.04</td> <th>+0.01</th>	6.00	2 Jun 03	108.40	+5.04	+0.01
Canada	9.00	1 Jun 11	102.70	5.61	+0.13	Hydro Ont. <td>7.75</td> <td>3 Nov 05</td> <td>109.06</td> <td>+4.00</td> <th>+0.01</th>	7.75	3 Nov 05	109.06	+4.00	+0.01
Canada	10.25	1 Mar 14	139.06	5.61	+0.13	Hydro Ont. <td>6.50</td> <td>2 Jun 08</td> <td>109.49</td> <td>+5.50</td> <th>+0.04</th>	6.50	2 Jun 08	109.49	+5.50	+0.04
Canada	7.75	1 Jun 11	143.90	5.88	+0.16	Hydro Ont. <td>8.50</td> <td>25 Mar 13</td> <td>123.43</td> <td>+5.77</td> <th>+0.05</th>	8.50	25 Mar 13	123.43	+5.77	+0.05
Canada	7.75	1 Jun 11	124.67	5.93	+0.11	Hydro Ont. <td>7.40</td> <td>26 Jun 08</td> <td>115.89</td> <td>+6.34</td> <th>+0.04</th>	7.40	26 Jun 08	115.89	+6.34	+0.04
Canada	8.00	1 Jun 17	126.47	5.95	+0.12	P E I <td>6.00</td> <td>3 Oct 07</td> <td>102.35</td> <td>+4.93</td> <th>+0.03</th>	6.00	3 Oct 07	102.35	+4.93	+0.03
Canada	5.75	1 Jun 29	98.05	5.89	+0.15	P E I <td>8.50</td> <td>27 Oct 10</td> <td>120.45</td> <td>+6.23</td> <th>+0.17</th>	8.50	27 Oct 10	120.45	+6.23	+0.17
Canada	5.10	2 Oct 10	101.77	3.41	-0.02	Québec <td>6.00</td> <td>1 Oct 07</td> <td>105.17</td> <td>+3.38</td> <th>+0.06</th>	6.00	1 Oct 07	105.17	+3.38	+0.06
Real Ret. <td>1.00</td> <td>1 Dec 11</td> <td>118.89</td> <td>3.90</td> <td>-0.01</td> <td>Québec<td>6.00</td><td>1 Oct 09</td><td>84.43</td><td>+9.19</td><th>+0.07</th></td>	1.00	1 Dec 11	118.89	3.90	-0.01	Québec <td>6.00</td> <td>1 Oct 09</td> <td>84.43</td> <td>+9.19</td> <th>+0.07</th>	6.00	1 Oct 09	84.43	+9.19	+0.07
Real Ret. <td>4.25</td> <td>1 Dec 16</td> <td>110.36</td> <td>3.61</td> <td>+0.36</td> <td>Sask.<td>5.50</td><td>2 Jun 08</td><td>99.83</td><td>+5.53</td><th>+0.04</th></td>	4.25	1 Dec 16	110.36	3.61	+0.36	Sask. <td>5.50</td> <td>2 Jun 08</td> <td>99.83</td> <td>+5.53</td> <th>+0.04</th>	5.50	2 Jun 08	99.83	+5.53	+0.04
					Sask. <td>8.75</td> <td>30 Mar 25</td> <td>127.91</td> <td>+6.14</td> <th>+0.16</th>	8.75	30 Mar 25	127.91	+6.14	+0.16	
					BC Scotia <td>5.65</td> <td>22 Jun 13</td> <td>130.98</td> <td>5.96</td> <td>5.73</td>	5.65	22 Jun 13	130.98	5.96	5.73	
					BC Scotia <td>5.00</td> <td>24 Jul 07</td> <td>88.40</td> <td>5.80</td> <td>5.80</td>	5.00	24 Jul 07	88.40	5.80	5.80	
					Bombard Corp <td>6.30</td> <td>20 Feb 03</td> <td>102.07</td> <td>5.34</td> <td>5.34</td>	6.30	20 Feb 03	102.07	5.34	5.34	
					Bombardier <td>7.50</td> <td>28 Feb 08</td> <td>102.07</td> <td>5.34</td> <td>5.34</td>	7.50	28 Feb 08	102.07	5.34	5.34	
					Cdn Oil Pet <td>6.00</td> <td>2 Jun 08</td> <td>98.12</td> <td>6.67</td> <td>6.67</td>	6.00	2 Jun 08	98.12	6.67	6.67	
					Cdn Util <td>8.43</td> <td>3 Jun 05</td> <td>110.05</td> <td>4.87</td> <td>4.87</td>	8.43	3 Jun 05	110.05	4.87	4.87	
					Clearmont <td>10.00</td> <td>13 Jul 07</td> <td>105.00</td> <td>10.44</td> <td>10.44</td>	10.00	13 Jul 07	105.00	10.44	10.44	
					Cos Gas <td>6.10</td> <td>19 Mar 08</td> <td>85.38</td> <td>7.08</td> <td>7.08</td>	6.10	19 Mar 08	85.38	7.08	7.08	
					Enbridge <td>7.40</td> <td>02 Jul 07</td> <td>101.51</td> <td>7.40</td> <td>7.40</td>	7.40	02 Jul 07	101.51	7.40	7.40	
					Glaac <td>5.95</td> <td>3 Dec 07</td> <td>102.12</td> <td>5.51</td> <td>5.51</td>	5.95	3 Dec 07	102.12	5.51	5.51	
					Glaac <td>6.45</td> <td>3 Dec 07</td> <td>94.79</td> <td>6.88</td> <td>6.88</td>	6.45	3 Dec 07	94.79	6.88	6.88	
					Hudson B. <td>6.35</td> <td>1 Dec 03</td> <td>92.59</td> <td>11.60</td> <td>11.60</td>	6.35	1 Dec 03	92.59	11.60	11.60	
					Intarwest <td>6.35</td> <td>1 Dec 02</td> <td>103.50</td> <td>6.35</td> <td>6.35</td>	6.35	1 Dec 02	103.50	6.35	6.35	
					Invesco Gr <td>6.65</td> <td>1 Dec 03</td> <td>97.77</td> <td>7.18</td> <td>7.18</td>	6.65	1 Dec 03	97.77	7.18	7.18	
					Molson Br <td>6.00</td> <td>2 Jun 08</td> <td>99.09</td> <td>6.18</td> <td>6.18</td>	6.00	2 Jun 08	99.09	6.18	6.18	
					Molson Br <td>6.70</td> <td>2 Jun 08</td> <td>93.21</td> <td>7.28</td> <td>7.28</td>	6.70	2 Jun 08	93.21	7.28	7.28	
					Nav Canada <td>6.00</td> <td>1 Dec 06</td> <td>105.35</td> <td>5.26</td> <td>5.26</td>	6.00	1 Dec 06	105.35	5.26	5.26	
					Nasdaq <td>7.40</td> <td>2 Jun 08</td> <td>109.49</td> <td>5.50</td> <td>5.50</td>	7.40	2 Jun 08	109.49	5.50	5.50	
					Pcan Petle <td>8.75</td> <td>9 Nov 05</td> <td>110.49</td> <td>4.53</td> <td>4.53</td>	8.75	9 Nov 05	110.49	4.53	4.53	
					Poco Petrol <td>6.00</td> <td>11 Sept 07</td> <td>100.66</td> <td>6.44</td> <td>6.44</td>	6.00	11 Sept 07	100.66	6.44	6.44	
					Precision Dr <td>8.75</td> <td>26 Jun 07</td> <td>102.38</td> <td>6.29</td> <td>6.29</td>	8.75	26 Jun 07	102.38	6.29	6.29	
					Rogers Comm <td>8.85</td> <td>2 Jun 07</td> <td>98.00</td> <td>9.23</td> <td>9.23</td>	8.85	2 Jun 07	98.00	9.23	9.23	
					Royal Bank <td>5.50</td> <td>2 Sept 09</td> <td>107.42</td> <td>5.50</td> <td>5.50</td>	5.50	2 Sept 09	107.42	5.50	5.50	
					Sask Bl Of <td>6.75</td> <td>4 Jun 12</td> <td>107.54</td> <td>5.44</td> <td>5.44</td>	6.75	4 Jun 12	107.54	5.44	5.44	
					Royal Bank <td>6.00</td> <td>18 Jul 07</td> <td>105.90</td> <td>15.29</td> <td>15.29</td>	6.00	18 Jul 07	105.90	15.29	15.29	
					Sears Can <td>5.55</td> <td>9 Nov 07</td> <td>99.77</td> <td>6.60</td> <td>6.60</td>	5.55	9 Nov 07	99.77	6.60	6.60	
					Suncor Inc <td>6.10</td> <td>7 Adol 07</td> <td>101.78</td> <td>5.70</td> <td>5.70</td>	6.10	7 Adol 07	101.78	5.70	5.70	
					Thomson <td>5.50</td> <td>2 Jun 08</td> <td>99.83</td> <td>5.53</td> <td>5.53</td>	5.50	2 Jun 08	99.83	5.53	5.53	
					WCcoat En <td>5.70</td> <td>16 Avil 08</td> <td>99.60</td> <td>5.77</td> <td>5.77</td>	5.70	16 Avil 08	99.60	5.77	5.77	
					WCcoat En <td>5.75</td> <td>15 Dec 17</td> <td>98.37</td> <td>6.88</td> <td>6.88</td>	5.75	15 Dec 17	98.37	6.88	6.88	
PROVINCIAL											
Alberta	7.75	5 Mar 03	104.34	3.32	-0.02	Sask.	8.75	30 Mar 25	127.91	+6.14	+0.16

LES DEVISES

(PC) ū Voici les taux des devises étrangères mardi, tels qu'ils ont été fournis par la Banque de Montréal. Les taux sont en devises canadiennes et ils sont nominaux car ils fluctuent durant la journée et varient d'une banque à l'autre.

Afrique du Sud	rand	\$ 0.1544
Afrique saoudite	rial	\$ 0.4350
Argentine	peso	\$ 0.55174
Australie	dollar	\$ 0.8750
Bahamas	dollar	\$ 1.5882
Bahrein	dinar	\$ 4.2880
Barbade	dollar	\$ 0.8202
Bermudes	dollar	\$ 1.5882
Brésil	real	\$ 0.6850
Bulgarie	lev	\$ 0.7445
Carabbes	dollar	\$ 0.6138
Chili	peso	\$ 0.00250
Chine	renminbi	\$ 0.1963
Cypre	livre	\$ 2.5123
Colombie	peso	\$ 0.000711
Corée	won	\$ 0.001259

Costa Rica	colon	\$ 0.004580	Pakistan	roupie	\$ 0.0279
Danemark	couronne	\$ 0.1968	Pérou	sol	\$ 0.4706
Egypte	livre	\$ 0.3499	Philippines	peso	\$ 0.0320
Etats-U. d.	dinar	\$ 0.4401	Pologne	zloty	\$ 0.4052
El Salvador	dollar	\$ 1.5685	Rép. dominicaine	peso	\$ 0.0324
Europe	euro	\$ 1.4120	Rép. tchèque	couronne	\$ 0.0477
France	franc	\$ 0.7461	Roumanie	leu	\$ 0.009484
Guyane	dollar	\$ 0.008956	Royaume-Uni	livre	\$ 2.2659
Haiti	gourde	\$ 0.0600	Russie	rouble	\$ 0.0518
Hong Kong	dollar	\$ 0.2076	Singapour	dollar	\$ 0.8882
Hongrie	forint	\$ 0.00599	Slovaquie	couronne	\$ 0.0346
Inde	roupie	\$ 0.0339	Slovenie	tolar	\$ 0.006474
Indonésie	roupie	\$ 0.000182	Sri Lanka	roupie	\$ 0.01686
Israël	shekel	\$ 0.3307	Suède	couronne	\$ 0.1579
Jamaïque	dollar	\$ 0.0357	Suisse	franc	\$ 0.9349
Japon	yen	\$ 0.012199	Taiwan	dollar	\$ 0.0467
Kenya	shilling	\$ 0.0207	Tanzanie	shilling	\$ 0.001679
Koweït	dinar	\$ 5.3617	Thaïlande	bachet	\$ 0.0374
Liban	livre	\$ 0.001068	Trinité-Tobago	dollar	\$ 0.2679
Malaisie	ringgit	\$ 0.4362	Tunisie	dinar	\$ 1.1033
Marc	dinar	\$ 0.1419	Turquie	livre	\$ 0.00000121
Mexique	peso	\$ 0.1792	Ukraine	hryvna	\$ 0.3036
Norvège	couronne	\$ 0.1926	Venezuela	bolivar	\$ 0.00192
Nouvelle-Zélande	dollar	\$ 0.7298	Les cotes sont en dollars canadiens.		

L'OR

(AP) — Cours de l'or mardi en dollars US par once, sur les cinq principales places financières

Hong Kong.....	(\$309.95)	—(1.00)
Londres.....	(\$307.40)	—(2.30)
Paris.....	(\$306.80)	—(1.02)
Zurich.....	(\$306.75)	—(2.90)

(PC) — L'or cotait à 482 \$ CAN à l'offre (308 \$ US) et 483 \$ CAN à la demande (309 \$ US) hier à la clôture chez Thomas Cook, courtier en métaux précieux et devises étrangères.

URGENT

Les courtiers londoniens ont baissé mardi le prix de l'argent (\$0,0350) cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

Mardi: \$ 4, 6000

MONTREAL — Handy & Harman évaluait hier le prix de l'argent canadien \$7 386 (\$—0,198) l'once troy.

NEW YORK — Handy & Harman évaluait hier le prix de l'argent américain \$4 534 (\$—0,135) l'once troy.

MÉTAUX

MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN
DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE CUIVRE (catégorie-A -)		1er
Comptant	1598-1598,5	Ex
3 mois	1614-1614,5	1e
15 mois	1657-1653	
PLOMB		He
comptant	463-463,5	(a)
3 mois	475-476	1e
15 mois	498-503	Ki
ALUMINIUM		(n
comptant	1217-1218	1e
3 mois	1243-1245	Mo
15 mois	1280-1290	(p
NICKEL (dollars)		an
comptant	7045-7050	MI
3 mois	7075-7080	(te
15 mois	6990-7040	1e
ÉTAIN		
comptant	4030-4035	Co
3 mois	4065-4070	(b
15 mois	4185-4195	1e
ZINC (qualité supérieure)		
comptant	808,5-809	(b
3 mois	828,5-829	S)
15 mois	883-888	

COURSES ÉTRANGÈRES

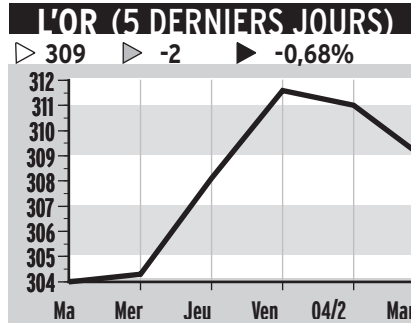
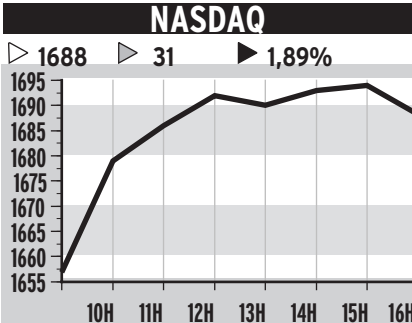
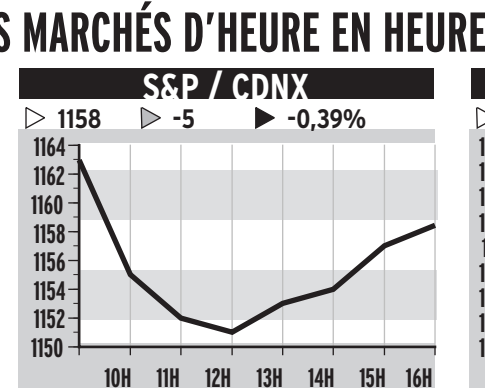
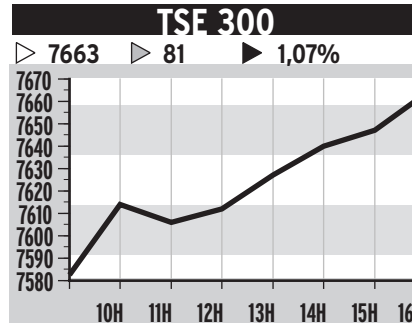
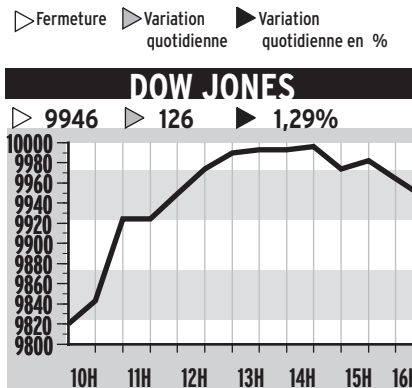
	Auj.	Hier	Haut	52 sem.
Bas				
»				
Adem (AEX)	511.28	505.41	642.29	396.23
illes (Bel-20)	2811.12	2771.69	3030.42	2322.60
fort (dx)	5041.20	5008.04	6795.14	3787.23
Kong	11497.58	11361.49	16163.99	8934.20
es (250)	6123.7	6104.6	6788.3	4799.9
es (FT100)	5165.6	5153.9	6334.5	4493.7
ipc)	7490.74	7439.19	7574.35	5087.45
(m)	23388	23460	31148	17382
(cc)	4462.74	4430.38	5988.15	3652.87
oy (o)	3299.5	3304.2	3425.2	2884.5
(ndi)	11492.54	11541.39	14529.41	9420.85
(sm)	6557.6	6566.8	8135.4	5110.2

LES RAPPORTS FINANCIERS EXPRESS

Sociétés	PROFITS (PERTES)					
	(\$000)			Revenus bruts (\$000)		
	Courant	L'an dernier	Var.	Courant	L'an dernier	Var.
Résultats en dollars canadiens						
Corporation (s. foprestière) fin. 31 mars	11 100	18 800	-40%			
Co-Tarkett Inc. (ttements)/Farnham, Qué. fin. 30 mars	0,12	0,21		506 700	481 600	+5%
Technologies Inc. ninerie/techno.) Tor., Ont. fin. 31 mars	2 327	1 953	+19%			
	0,09	0,08		160 219	163 054	-1%
Hearing C.of Amer. auditif) Mont., Qué. fin. 28 fév.	6 467	3 968	+62%			
	0,32	0,20		101 556	85 629	+18%
ss Gold Corp. (es) Tor., Ont. fin. 31 mars	(1 141)	(2 189)	—%			
	(0,03)	(0,06)		10 472	11 040	-5%
oy Brothers Inc. (les)/Edmonton, Alb. e 31 déc.	(7 900)	(3 500)	—%			
	(0,03)	(0,02)		69 000	69 700	-1%
Mobile Data Sol.Inc (nologie)/Richmond, C.B. fin. 31 mars	87	(6 405)	—%			
	0,01	(0,62)		40 176	38 953	+3%
	(279)	(6 154)	—%			
	(0,03)	(0,71)		11 240	17 511	-35%
Résultats en dollars américains						
-Cola Bottling Co. (ivages) Charlotte, N.C. fin. 31 mars	3 378	(1 782)	—%			
	0,38	(0,20)		283 198	223 700	+26%

La Presse
1 mai 2002

Page D9 manquante



LA BOURSE EN BREF

CDNX				
VOLUME				
Mardi	35 916 668			
Lundi	37 070 822			
INDICES CDNX				
	Haut	Bas	Clôt	Var
Marché (CDNX)	1172,0	1156,6	1158,4	-4,54
FAITS SAILLANTS				
	Mardi	Lundi		
Actions nég.	1 043	923		
Gains	183	279		
Pertes	242	360		
Inchangéées	618	284		

VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
Photocall Networks Inc.	788 698	0,12	+0,03	
VisualAbs	608 600	0,74	-0,02	
Versatile Mobile Sys. (cda)	572 500	0,39	+0,09	
CHK Wireless Techno.	509 000	0,45	+0,05	
Masuparia Gold Corp.	482 500	0,08	stable	

NEW YORK

VOLUME				
Mardi	1 528 769 010			
Lundi	1 264 530 000			
INDICES DOW JONES				
	Haut	Bas	Clôt	Var
30 Indus.	10012,1	9767,1	9819,87	-30,8
20 Transp.	2766,4	2680,4	2694,84	-27,7
15 Serv.pub.	306,09	299,09	302,55	-0,29
Composés	2945,0	2869,5	2888,71	-22,4
FAITS SAILLANTS				
	Mardi	Lundi		
Actions nég.	3 354	3 322		
Gains	2 213	1 396		
Pertes	944	1 725		
Inchangéées	197	201		
Hauts 02	161	105		
Bas 02	57	61		
VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var	
Tyco Intl.Ltd	90 085 900	18,45	+1,45	
Gen Electric	39 573 300	31,55	+0,70	
Qwest Commun.	34 023 900	5,03	+0,07	
Micron Tech.	28 168 400	23,70	-2,75	
Lucent Tech.	26 694 700	4,60	+0,16	
Liberty Mda A	25 791 600	10,70	+0,10	
AOL Time Warner	24 830 000	19,02	+0,98	

INDICES STANDARD & POOR'S				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
500 Composés	1082,6	1063,4	1076,9	+1,4
100 Composés	536,02	525,55	532,40	+5,56
Moyenne cap.	538,23	528,81	538,22	+9,09
600 Petite cap.	254,85	250,22	254,83	+4,28

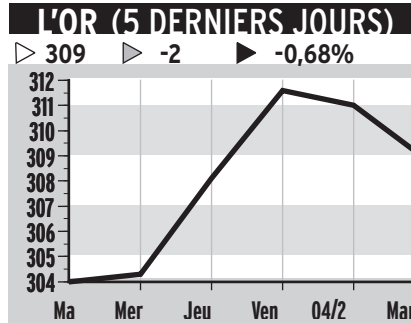
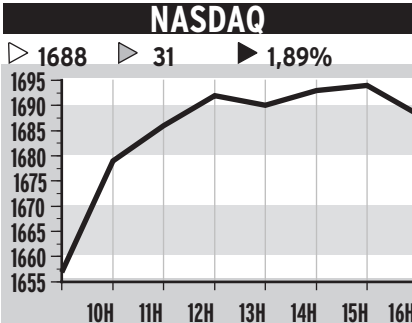
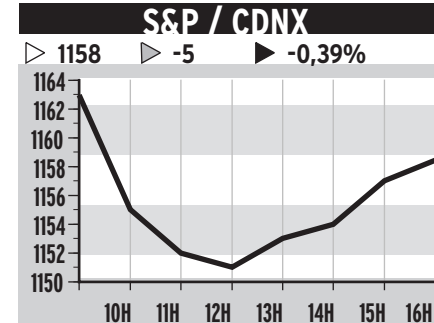
TORONTO				
VOLUME				
Mardi	173 300 000			
Lundi	168 041 000			
INDICES DE TORONTO				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
TSE 35	511,5	502,82	511,50	+6,93
TSE100	457,83	451,56	457,83	+5,50
TSE300	7663,4	7569,5	7663,4	+80,9
S & P 60			434 04	+5,45
Aurifères			6503,2	—162
Les financiers			11483,4	+216
Métaux/Minerals			4502,4	+46,12
Oil & Gas			10521,2	+73,84
Industrielles			3050,1	+32,56
FAITS SAILLANTS				

VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
Bell Canada Intl.	6 760 900	0,075	stable	
Nortel Networks	6 071 847	5,45	+0,05	
BCE Inc.	4 416 4523	27,55	+0,69	
McCwaters Min. Inc.	4 203 569	0,13	+0,05	
Barrick Gold	3 998 543	31,65	-0,30	
TVX Gold	3 798 445	1,30	-0,02	
Placer Dome	3 156 774	18,65	-0,94	
Kinross Gold	2 909 370	2,64	-0,16	
Banque Toronto-Dom.	2 400 667	41,87	+0,20	
Banque Nat. du Cda	2 354 733	33,40	+0,60	

VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
Bell Canada Intl.	6 760 900	0,075	stable	
Nortel Networks	6 071 847	5,45	+0,05	
BCE Inc.	4 416 4523	27,55	+0,69	
McWatters Min. Inc.	4 203 569	0,13	+0,005	
Barrick Gold	3 998 543	31,65	—0,30	
TVX Gold	3 798 445	1,30	—0,02	
Placer Dome	3 156 774	18,65	—0,94	
Kingco Gold	2 909 370	2,64	—0,16	
Banque Toronto-Dom.	2 400 667	41,87	+0,20	
Banque Nat. du Cda	2 354 733	33,40	+0,60	

VALEURS LES PLUS ACTIVES				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
WorldCom Inc.	292 505 200	2,47	+0,12	
Cisco Syst.	71 296 600	14,65	+0,52	
Sun Microsystems.	67 043 800	8,18	-0,05	
Oracle Corp.	66 736 300	10,04	-0,39	
Intel Corp.	43 194 900	28,61	+0,57	
Microsoft Corp.	37 307 700	52,26	+0,02	

LES MARCHÉS D'HEURE EN HEURE



Suite de la page D 8

LES RAPPORTS FINANCIERS EXPRESS

Compagnies	PROFITS (PERTES)		Revenus bruts (\$000)	
	Courant	L'an dernier	Courant	L'an dernier
Résultats en dollars canadiens				
A.L.I. Technologies Inc. (technologie) Vanc., C.B.	3 890	707	+450%	
2 ^e trim. 31 mars	0,36	0,07	18 139	8 712
+108%				
Call-Net-Enterp. Inc. (telecomm.) Tor., Ont.	(91 800)	(185 900)	—%	
1 ^{er} trim. 31 mars	(1,01)	(2,06)	201 800	263 100
-23%				
Cameco Corp. (mines) Saskatoon, Sask.	7 340	3 125	+134%	
1 ^{er} trim. 31 mars	0,09	0,01	123 994	70 294
+76%				
Cascades Inc. (papiers) Kingsey Falls, Qué.	55 000	9 000	+511%	
1 ^{er} trim. 31 mars	0,67	0,11	851 000	779 000
+9%				
Coreco Inc. (informatique) Mont., Qué.	163	(725)	—%	
1 ^{er} trim. 31 mars	0,02	(0,10)	4 837	7 583
-36%				
CryptoLogic Inc. (logiciels) Tor., Ont.	2 204	5 182	-57%	
1 ^{er} trim. 31 mars	0,16	0,34	8 664	10 865
-20%				
Emera Inc. (construction) Halifax, N.E.	33 600	43 600	-22%	
1 ^{er} trim. 31 mars	0,33	0,46	334 600	261 000
+28%				
Groupe Canam-Manac Inc. (acier) St-Georges de B., Qué.	(1 595)	7 440	—%	
1 ^{er} trim. 31 mars	(0,05)	0,22	225 047	250 286
-10%				
Homburg Invest. Inc. (soc. d'invest) Halifax, N.E.	472	370	+27%	
1 ^{er} trim. 31 mars	0,01	0,01	4 305	3 881
+10%				
Innova LifeSciences Corp. (technologie) Tor., Ont.	533	468	+13%	
1 ^{er} trim. 31 mars	0,13	0,12	4 703	3 755
+25%				
AAIvaco Inc. (fer/métaux) Mont., Qué.	2 821	796	+254%	
1 ^{er} trim. 31 mars	(0,04)	(0,11)	230 198	222 268
+3%				
Manitoba Telecom Svcs (systèmes téléphon.) Winnip., Man.	17 500	23 200	-24%	
1 ^{er} trim. 31 mars	0,27	0,36	290 400	234 500
+23%				
Maxxcom Inc. (communications) Tor., Ont.	809	1 188	-31%	
1 ^{er} trim. 31 mars	0,03	0,05	63 077	70 098
-10%				
NovaGold Res. Inc. (indus. minière) Tor., Ont.	148	(34)	—%	
1 ^{er} trim. 28 fév.	0,01	(0,01)	494	277
+78%				
NovaGold Res. Inc. (indus. minière) Tor., Ont.	(494)	2 706	—%	
année 30 nov.	(0,02)	0,09	2 824	2 856
-1%				
Royal Group technol. Ltd (technologie) Tor., Ont.	51 074	17 591	+190%	
1 ^{er} sem. 31 mars	0,55	0,19	788 964	687 691
+14%				
Sherritt Power Corp. (comp. d'électricité) Tor., Ont.	(1 199)	(716)	—%	
1 ^{er} trim. 31 mars	(0,15)	(0,09)	6 658	6 200
+7%				

Résultats en dollars américains				
Compagnies	Courant	L'an dernier	Var.	
Paccar Inc. (camions) Bellevue, Wash.	47 200	44 300	+6%	
1 ^{er} trim. 31 mars	0,61	0,58	1 366 700	1 407 800
-0%				
Procter & Gamble (détergents) Cincinnati, O.	3 442 000	3 242 000	+6%	
9mois 31 mars	2,45	2,29	30 069 000	29 662 000
+1%				

BOURSE DE MONTRÉAL -

OPTIONS CANADIENNES

5 titres les plus actifs de l'OTC										5 titres les plus actifs de l'OTC										5 titres les plus actifs de l'OTC										5 titres les plus actifs de l'OTC										5 titres les plus actifs de l'OTC									
Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en Vol.	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en Vol.	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en Vol.	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en Vol.	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en Vol.	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en Vol.	Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en Vol.															
ATI TECHNOLOGIES INC.	5976	14912	60,00	P 7,20	7,50	49	17,00	0,40	0,50	0,45	3748	1912	36,00	P 0,55	0,70	0,55	18	133	22	P 7,95	8,15	JY	42	7,25	7,55	7,60	6	302	5,00	1,40	1,55	1,45	49	443	55,00	P 0,85	0,95	1,00	1,00	25	299								
BCE INC.	1868	79831	global thermoelectric C \$66,50	100	19,00	0,10	0,20	0,20	6	258	38,00	P 0,70	0,85	0,75	107	157	25,00	0,05	0,20	OC	50,00	2,30	2,50	2,35	11	2720	6,00	0,90	1,05	0,95	20	435	JN	57	0,10	0,20	0,20	150	676										
Manulife financial corp	1498	9171	SP 8,00	0,55	0,90	50	15,00	2,20	2,25	3,15	60	40,00	P 0,35	0,45	0,35	10	133	25,00	0,05	OC	7,00	0,05	0,15	0,10	123	55,00	0,05	0,10	0,10	0,10	6	235	JN	57	0,10	0,20	0,20	150	676										
NORTEL NETWORKS	1281	97732	placir ing trm opt 03 C \$18,6750	248	15,00	1,00	1,15	1,00	10	20	JY 36,00	P 0,70	0,95	0,85	25	166	27	12,75	12,95	OC	50,00	0,06	0,30	0,05	40	50	7,00	0,80	0,75	0,75	10	123	55,00	0,05	0,10	0,10	0,10	6	235										
Barrick Gold	1110	33703	JA 10,00	8,60	8,95	60	16,00	1,55	1,70	1,60	2060	2020	38,00	1,00	1,10	0,85	37	4562	22	P 12,75	12,95	OC	50,00	0,06	0,30	0,05	40	50	7,00	0,80	0,75	0,75	10	123	55,00	0,05	0,10	0,10	0,10	6	235								
			10,00	0,05	0,20	42	18,00	0,80	0,95	1,00	42	OC	34,00	4,05	4,10	3,85	5	125	27	12,75	12,95	OC	50,00	0,06	0,30	0,05	40	50	7,00	0,80	0,75	0,75	10	123	55,00	0,05	0,10	0,10	0,10	6	235								
			11,00	1,90	2,05	10	16,00	1,90	2,05	2,10	10	38	OC	34,00	4,05	4,10	3,85	5	125	27	12,75	12,95	OC	50,00	0,06	0,30	0,05	40	50	7,00	0,80	0,75	0,75	10	123	55,00	0,05	0,10	0,10	0,10	6	235							
			12,00	0,10	0,30	32	17,00	1,50	1,65	1,55	10	46	OC	34,00	4,05	4,10	3,85	5	125	27	12,75	12,95	OC	50,00	0,06	0,30	0,05	40	50	7,00	0,80	0,75	0,75	10	123	55,00	0,05	0,10	0,10	0,10	6	235							
			13,00	0,10	0,40	14	18,00	1,15	1,30	1,25	10	70	MY	55,00	0,30	0,50	0,25	20	1905	14	12,00	12,15	1,50	1,50	2	213	19	50,00	1,35	1,60	1,30	1,50	156	JA	18,00	14,85	1,25	1,50	21	241									
			13,00	0,35	0,50	623	24,00	0,20	0,30	0,35	3	653	JN	55,00	0,30	0,45	0,35	10	10	16,00	14,05	0,60	0,60	2	213	19	50,00	1,35	1,60	1,30	1,50	156	JA	18,00	14,85	1,25	1,50	21	241										
			15,00	4,60	4,85	155	24,00	8,00	8,25	8,30	170	170	MY	55,00	0,30	0,45	0,35	10	10	16,00	14,05	0,60	0,60	2	213	19	50,00	1,35	1,60	1,30	1,50	156	JA	18,00	14,85	1,25	1,50	21	241										
			20,00	2,15	2,25	13	16,00	2,85	3,00	3,00	7	9	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			20,00	3,15	3,40	278	18,00	2,70	2,85	2,70	5	107	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			25,00	0,80	1,00	913	16,00	2,10	2,20	2,15	35	130	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			25,00	6,85	7,25	35	20,00	1,55	1,65	1,55	10	46	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			30,00	1,40	1,65	8	22,00	1,10	1,20	1,20	4	110	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			35,00	2,15	2,35	215	24,00	0,75	0,85	0,80	5	222	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			35,00	5,40	5,55	54	MY 37,1	1,25	1,25	1,25	209	209	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	17,65	18,00	209	MY 37,1	1,25	1,25	1,25	209	209	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	12	12,00	12,05	0,35	0,35	2	135	45	30,00	1,70	1,90	1,50	1,10	1015	20,00	0,10	0,35	0,35	10	1015										
			37,1	0,05	0,30	40	40,00	1,5	1,5	1,5	124	124	OC	14,00	3,40	3,40	3,05	15	1642	1																													

DES COMMONS DE L'EAGLE

[illegible]

LES PETITES ANNONCES

DÈS 8 HEURES!

La Presse

COMMENT NOUS JOINDRE

Heures d'ouverture: lundi au vendredi, de 8 h à 17 h 30

Par téléphone:

(514) 987-8363

Par télécopieur:

(514) 848-6287

Adresse postale:

Les petites annonces
7, rue Saint-Jacques
Montréal, Québec H2Y 1K9

petitesannonces@lapresse.ca

Communiquer les renseignements suivants lors de votre réservation par télécopieur, courriel ou par la poste:

- Nom complet, adresse et numéro de téléphone pour la facturation
- Rubrique, texte et dates de parution
- Personne à joindre pour vérification
- Numéro de téléphone pour vous joindre en semaine entre 8 h et 17 h 30, si différent de celui de la facturation

Avis

Nos annonceurs sont priés de vérifier la teneur de leurs annonces lors de leur première parution. Advenant qu'une annonce soit reproduite incorrectement, l'annonceur doit en aviser aussitôt *La Presse* qui convient de publier dans la prochaine édition du journal, une version corrigée de celle-ci. Toute erreur ou plainte visant la teneur d'une annonce doit être signalée le jour de sa parution avant 17 h, pour fins de correction lors de la prochaine édition du journal. De même, en cas d'annulation d'une annonce, l'avis à cette fin doit être donné avant 17 h, du lundi au vendredi, le jour qui précède sa parution. Les annonces sont sujettes à l'approbation de leur contenu de même qu'à l'approbation du crédit de l'expéditeur.

La Presse se réserve le droit de publier, d'annuler ou de classer correctement toute annonce sous la rubrique appropriée.

Offres d'emploi : Tous les postes sont ouverts également aux femmes et aux hommes.



AUTOBAINES

3 lignes, 7 jours pour 35,70 \$
(1,70 \$ par ligne, par jour additionnel)

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.



IMMOBILIER

• RÉSIDENTIEL •

ACHAT • VENTE • ÉCHANGE

Visites libres	100
Île de Montréal	101
Centre-ville	102
Vieux-Montréal	103
Laval, Rive-Nord	105
Rive-Sud	106
Banlieue ouest	107
Banlieue est	108
Laurentides, Lanaudière	109
Estrie, Cantons de l'Est	110
Extérieur de Montréal	111
Bord de l'eau	112
États-Unis, hors frontières	113
Temps partiel, échange	114
Condominiums, copropriétés	115
Maisons de campagne, domaines	116
Chalets	117
Maisons mobiles	118
Propriétés à échanger	119
Propriétés demandées	120
Fermes, terres	121
Terrains résidentiels	122
Prêts hyp. / résidentiel	123
Divers	129

• LOCATION •

Île de Montréal	131
Centre-ville	132
Vieux-Montréal	133
Logements à échanger	134
Laval, Rive-Nord	135
Rive-Sud	136
Banlieue ouest	137
Banlieue est	138
Laurentides, Lanaudière	139
Estrie, Cantons de l'Est	140
Extérieur de Montréal	141
États-Unis, hors frontières	143
Condominiums, copropriétés	145
Maisons de campagne	146
Chalets à louer	147
Chambres, pensions	148
Propriétés à louer	149

Résidences pour aînés	150
Garages	152
On demande à louer	153
On demande à partager	154
Sous-location	155
Appartements meublés	156

• INDUSTRIEL •

ACHAT • VENTE • ÉCHANGE

Propriétés à revenus	160
Propriétés comm. / industrielles	162
Fermes, terres	168
Commerces	170
Copropriétés, espaces comm. / industriels	172
Terrains comm. / industriels	173

• LOCATION •

ACHAT • VENTE • ÉCHANGE

Espaces comm. / industriels à louer	180
Commerces à louer	182
Entrepôts à louer	184
Magasins à louer	188
Divers	192

• OFFRES D'EMPLOI •

Offres d'emploi (encadrés seulement)	300
Programmes de formation	303
Postes cadres et professionnels	304
Santé, services communautaires	306
Éducation, enseignement	307
Gardiennes	308
Bureaux	310
Informatique	313
Assurance	316
Secteur automobile	317
Vente, commerce	319
Immobilier	320
Transport, camionnage	321
Hôtellerie	322
restauration, alimentation	322
Imprimerie, infographie	324
Technique, métiers, sous-traitance	325
Coiffure, esthétique	327
Industrie du vêtement	328
Industriel, manufacturier	329
Entretien, sécurité, conciergerie	331

Équipements commerciaux	232
Construction, rénovation, décoration	233
Marchandises diverses	235
Encans	237
On demande à acheter	236
Vente de garage, de charité	238
Marché aux puces	240
Entretien	250
Paysagistes, déneigement	256
Transport, déménagement	257
Gardiennes, gardiennage	259
Professionnels	260
Esthétique, coiffure	262
Traitement de textes, rédaction et traduction	264
Préparation de C.V.	265
Services divers	268
Soins thérapeutiques, massage, produits naturels	270

• COURS •

Cours

350

400

SERVICES PERSONNELS

Souhaits, événements	401
Avis de recherche	402
Compagnes, compagnons	403
Agences de rencontres	404
Clubs de rencontres	405
Lignes de rencontres	406
Astrologie, occultisme	410
Billets de sport / spectacles	419
Activités sociales	420
Escortes, rencontres, etc.	440
Studios de massage	445
Divers	450

• 500 •

VÉHICULES AUTOMOBILES

Machinerie diverse, véhicules lourds	501
Camions, 4 x 4, fourgonnettes	511
Véhicules 5000 \$ et moins	548
Automobiles	550
Autos, camions antiques et de collection	557
Autos - camions à louer	555
Services divers	560
Pièces et accessoires	568
Ferraille	569
Entreposage de véhicules	575

Services domestiques	334
Musiciens, artistes	337
Mannequins, modèles	339
Emplois divers	340
Emplois divers à temps partiel	342
Emplois demandés	343
Méthodes de recherche	348
d'emplois	348
Bénévolat	349

• ÉQUIPEMENTS RÉCRÉATIFS •

ACHAT • VENTE • ÉCHANGE

Motorcycles

Bateaux, sports nautiques

Motorcycles

Véhicules tout terrain

Véhicules récréatifs

Remorques

660

661

667

668

669

670

671

672

673

674

675

676

677

678

679

680

681

682

683

684

685

686

687

688

689

690

691

692

693

694

695

696

697

698

699

700

701

702

703

704

705

706

707

708

709

710

711

712

713

714

715

716

717

718

719

720

721

722

723

724

725

726

727

728

729

730

731

732

733

734

735

736

737

738

739

740

741

742

743

744

745

746

747

748

749

750

751

752

753

754

755

756

757

758

759

760

761

762

763

764

765

766

767

768

769

770

771

772

773

774

775

776

777

778

779

780

781

782

783

784

785

786

787

788

789

790

791

792

793

794

795

796

797

798

799

800

801

802

803

804

805

806

807

808

809

810

811

812

813

814

815

816

817

818

819

820

821

822

823

824

825

826

827

828

829

830

831

832

833

834

835

836

837

838

839

840

841

842

843

844

845

846

847

848

849

850

851

852

853

854

